

# **RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023**

## **Conseil communautaire du 20 février 2023**

<b>I. CONTEXTE REGLEMENTAIRE – RAPPEL SUR LE DEBAT D'ORIENTATION COMMUNAUTAIRE</b> .....	<b>3</b>
<b>II. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIE ET BOULOGNE</b> .....	<b>4</b>
II.1. HISTORIQUE .....	4
II.2. RECENSEMENT DE LA POPULATION .....	4
II.3. LES COMPETENCES .....	5
II.3.1. <i>Les compétences obligatoires</i> .....	5
II.3.2. <i>Les compétences supplémentaires</i> .....	5
II.4. LE FONCTIONNEMENT .....	7
II.4.1 <i>Le Président</i> .....	7
II.4.2 <i>Le Bureau communautaire</i> .....	7
II.4.3 <i>La Conférence des maires</i> .....	7
II.4.4 <i>Le Conseil communautaire</i> .....	7
II.4.5 <i>Les commissions</i> .....	8
II.4.6 <i>Les services</i> .....	8
<b>III. INFORMATIONS RELATIVES AUX RESSOURCES HUMAINES</b> .....	<b>9</b>
III.1. DONNEES FINANCIERES ET DUREE EFFECTIVE DU TRAVAIL .....	9
III.2. ETAT DU PERSONNEL AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2023 .....	10
III.3. STRUCTURE DES EFFECTIFS AU 1ER JANVIER 2023 (EMPLOIS PERMANENTS ET NON PERMANENTS) .....	13
<b>IV. CONTEXTE NATIONAL – LOI DE FINANCES POUR 2023</b> .....	<b>14</b>
<b>V. SYNTHESE DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2022 (PROVISOIRES) ET PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS</b> .....	<b>16</b>
<b>VI. ANALYSE FINANCIERE RETROSPECTIVE 2019 – 2022 DU BUDGET GENERAL</b> .....	<b>19</b>
VI.1. LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT NETTE.....	19
VI.2. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT .....	22
VI.3. LES RECETTES FISCALES.....	24
VI.4. LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE (DGF) .....	28
VI.6. L'ENDETTEMENT DU BUDGET GENERAL AU 31 DECEMBRE 2022 .....	36
VI.7. LES RESULTATS FINANCIERS.....	37
VI.8. SYNTHESE DE L'ANALYSE RETROSPECTIVE .....	38
<b>VII. ANALYSE FINANCIERE PROSPECTIVE 2023 – 2026 DU BUDGET GENERAL</b> .....	<b>39</b>
VII.1. LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT .....	40
VII.1.1 <i>L'attribution de compensation</i> .....	41
VII.1.2 <i>Les dispositifs de péréquation</i> .....	42
VII.2. LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT .....	44
VII.2.1 <i>La fiscalité « ménages »</i> .....	45
VII.2.2 <i>La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)</i> .....	46
VII.2.3 <i>La fraction de TVA et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)</i> .....	47
VII.2.4 <i>L'imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)</i> .....	48
VII.2.5 <i>La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)</i> .....	49
VII.2.6 <i>La dotation d'intercommunalité</i> .....	50
VII.3. LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT 2023 – 2026.....	51
VII.4. VUE SYNTHETIQUE DES EQUILIBRES FINANCIERS DU BUDGET GENERAL.....	57
<b>VIII. ETAT DE L'ENDETTEMENT AU 1ER JANVIER 2023 TOUS BUDGETS CONFONDUS</b> .....	<b>59</b>
<b>IX. POINT SUR LES BUDGETS ANNEXES</b> .....	<b>62</b>
IX.1. BUDGET ZONES COMMUNAUTAIRES.....	62
IX.2. BUDGET BATIMENTS ECONOMIQUES .....	62
IX.3. BUDGET OFFICE DE TOURISME .....	62
IX.4. BUDGET ORDURES MENAGERES .....	62
IX.5. BUDGET SPANC (SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF) .....	62

# I. CONTEXTE REGLEMENTAIRE – RAPPEL SUR LE DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

## 1- Une étape essentielle de la procédure budgétaire

Dans les communes de 3500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal.

Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Ces dispositions sont applicables aux EPCI qui comprennent une commune d'au moins 3500 habitants et plus.

Le DOB constitue une formalité substantielle destinée à éclairer les élus sur le budget de la collectivité, les informer sur la situation budgétaire, les priorités de la collectivité et les évolutions à venir.

En cas d'absence de DOB toute délibération sur le budget est entachée d'illégalité.

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 (loi NOTRe) a créé de nouvelles dispositions et notamment le rapport d'orientations budgétaires.

Le contenu du ROB, les modalités de publication et de transmission ont été précisés par le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 (ci - contre).

La loi de programmation des finances publiques 2018-2022 ajoute :

La présentation de deux objectifs lors du débat annuel d'orientation budgétaire :

- un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur ;
- un objectif d'évolution du besoin de financement annuel ( soit les emprunts minorés des remboursements de dette).

## La délibération sur le débat d'orientations budgétaires

Il est pris acte du débat d'orientations budgétaires par une délibération spécifique de l'assemblée délibérante conformément à l'article L2312-1 du code général des collectivités territoriales.

L'assemblée prend acte de la tenue du débat et de l'existence du rapport d'orientations budgétaires sur la base duquel se tient le DOB.

## La transmission du rapport d'orientations budgétaires et la publicité

Commune → EPCI

Le ROB à l'article est transmis par la commune au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

Il est mis à la disposition du public à l'hôtel de ville, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

Le ROB doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, un mois après son adoption (décret n°2016-834 du 24 juin 2016).

EPCI → Communes

Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 est transmis par l'établissement public de coopération intercommunale aux maires des communes qui en sont membres dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

Il est mis à la disposition du public au siège de l'établissement public de coopération, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

Le ROB doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, un mois après son adoption (décret n°2016-834 du 24 juin 2016).

## II. PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIE ET BOULOGNE

La Communauté de communes Vie et Boulogne (CCVB) est un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) situé dans le département de la Vendée dans la région des Pays-de-la-Loire. Elle est localisée au sud de Nantes à proximité directe de pôles urbains d'envergure : La Roche-sur-Yon à 10 min, Nantes à 30 min et Challans à 30 min. Au cœur du bocage vendéen, le territoire Vie et Boulogne est également à 30 min de la côte vendéenne. **Forte de 46 207 habitants (population légale au 1<sup>er</sup> janvier 2023), la CCVB s'étend sur quelques 49 000 hectares répartis sur 15 communes, entre paysages verdoyants et zones d'activités dynamiques.**



### II.1. Historique

#### 2017

Fusion des Communautés de communes Vie et Boulogne et du Pays de Palluaudans le cadre de la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) pour donner naissance à une seule et unique intercommunalité au 1er janvier 2017 : Vie et Boulogne. La nouvelle intercommunalité regroupe 15 communes désireuses d'œuvrer ensemble pour le développement du territoire.

### II.2. Recensement de la population

COMMUNES	POPULATION LEGALE 2017	POPULATION LEGALE 2018	POPULATION LEGALE 2019	POPULATION LEGALE 2020	POPULATION LEGALE 2021	POPULATION LEGALE 2022	POPULATION LEGALE 2023
<b>AIZENAY</b>	9 131	9 369	9 477	9 665	9 888	10 079	10 270
<b>APREMONT</b>	1 803	1 804	1 819	1 832	1 846	1 867	1 880
<b>BEAUFOU</b>	1 456	1 488	1 529	1 528	1 532	1 535	1 588
<b>BELLEVIGNY</b>	5 928	5 954	6 052	6 124	6 202	6 218	6 320
<b>LA CHAPELLE-PALLUAU</b>	952	958	968	964	963	953	1 019
<b>FALLERON</b>	1 560	1 578	1 604	1 613	1 632	1 652	1 682
<b>LA GENETOUZE</b>	1 910	1 946	1 946	1 968	1 993	2 019	2 016
<b>GRAND'LANDES</b>	630	663	667	679	690	701	708
<b>LES LUCS SUR BOULOGNE</b>	3 438	3 457	3 498	3 534	3 570	3 594	3 654
<b>MACHE</b>	1 426	1 440	1 501	1 565	1 583	1 609	1 620
<b>PALLUAU</b>	1 093	1 092	1 097	1 110	1 122	1 123	1 123
<b>LE POIRE SUR VIE</b>	8 536	8 625	8 716	8 726	8 748	8 816	8 886
<b>ST DENIS LA CHEVASSE</b>	2 294	2 314	2 336	2 326	2 386	2 413	2 432
<b>ST ETIENNE DU BOIS</b>	2 138	2 138	2 138	2 126	2 143	2 160	2 168
<b>ST PAUL MONT PENIT</b>	806	819	822	822	822	837	841
<b>TOTAL CC VIE ET BOULOGNE</b>	<b>43 101</b>	<b>43 645</b>	<b>44 170</b>	<b>44 582</b>	<b>45 120</b>	<b>45 576</b>	<b>46 207</b>

## II.3. Les compétences

Conformément au code général des collectivités territoriales, la communauté de communes exerce les compétences suivantes :

### II.3.1. Les compétences obligatoires

Elle exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires relevant de chacun des groupes suivants :

1° Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;

2° Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 du Code général des collectivités territoriales ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

3° Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

4° Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

5° Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;

6° Eau, sans préjudice de l'article 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes.

### II.3.2. Les compétences supplémentaires

La communauté de communes exerce par ailleurs, en lieu et place des communes, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaires, les compétences supplémentaires relevant des groupes suivants :

1° Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

2° Politique du logement et du cadre de vie ;

3° Création, aménagement et entretien de la voirie ;

4° Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire ;

5° Action sociale d'intérêt communautaire ;

6° Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

La communauté de communes exerce enfin en lieu et place des communes les compétences supplémentaires suivantes :

1° Création et gestion d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

- Contrôle, entretien, réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- Gestion des matières de vidange (enlèvement et traitement) issues des assainissements non collectifs ;

## 2° Organisation de la mobilité ;

## 3° Prévention routière

- Actions, soutien financier aux opérations en faveur de la prévention routière ;
- Acquisition de matériel dans le cadre de la prévention routière ;

## 4° Secours et protection incendie :

- Versement du contingent Départemental pour les secours et la lutte contre l'incendie au Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- Prise en charge de l'entretien et du remplacement des hydrants publics ;

## 5° Communications électroniques

- La réalisation et l'exploitation de réseaux de communications électroniques, à partir des points d'arrivés des réseaux d'intérêt départemental sur le territoire communautaire, jusqu'aux points de mutualisation inclus, tels que ces points sont définis par décision n°2010-1312 de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (A.R.C.E.P.), en date du 14 décembre 2010, précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones très denses, ou jusqu'au points d'intérêts intercommunaux ;
- La réalisation, l'exploitation et la maintenance de points de raccordements mutualisés, conformément à la décision de l'ARCEP n°2011-0668, du 14 juin 2011 et de l'offre de référence de France Télécom pour la création de points de raccordements mutualisés dans sa version en vigueur à la date de réalisation de ces points de raccordements mutualisés ;
- La réalisation, l'exploitation de réseaux de communication électronique situés en aval des points de mutualisation, plus particulièrement en ce qui concerne leur zone arrière, tels que ces points et zones sont définis par la décision n°2010-1312 de l'ARCEP, en date du 14 décembre 2010, précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire, à l'exception des zones très denses ;
- Le financement, seule ou concurremment avec d'autres financeurs, des réseaux de communications électroniques initiés par elle-même et/ou par d'autres maîtres d'ouvrages.

## 6° Actions culturelles

- Réseau des médiathèques :
  - Création, animation, gestion et financement du réseau intercommunal des médiathèques ;
  - Acquisition et gestion des fonds documentaires et multimédias permettant l'accès à la culture et son développement ;
  - Acquisition, entretien et maintenance des matériels et logiciels spécifiques aux bibliothèques ;
  - Signature de convention avec les communes pour les locaux et les mobiliers mis à disposition ;
- Enseignement musical aux élèves des écoles élémentaires et soutien aux associations d'enseignement musical à ce titre ;
- Aide pour la valorisation du patrimoine local ;

## 7° Enseignement de la natation :

- Organisation, gestion, soutien financier aux actions en faveur de l'enseignement de la natation à destination des élèves des écoles maternelles et élémentaires de la communauté de communes en intégrant le transport ;

## 8° Enfance et parentalité

- Création, gestion, animation et développement d'un relais assistantes maternelles itinérant (Rami) à destination des 0/3 ans ;
- Création, gestion, animation et développement d'actions en faveur de la parentalité ;

## 9° Construction, entretien et fonctionnement des équipements suivants :

- Espace Saint Jacques de Palluau
- Gendarmerie de Palluau
- Château Renaissance d'Apremont
- Zone de baignade et base de loisirs d'Apremont.

## II.4. Le fonctionnement

La Communauté de communes Vie et Boulogne est composée de deux instances exécutives : Le Président et le Bureau communautaire. Celles-ci s'appuient sur le travail des commissions thématiques qui émettent des avis et formulent des propositions.

### II.4.1 Le Président



Le Président est l'organe exécutif de la communauté de communes. Il prépare et exécute les délibérations votées par le Conseil communautaire. Il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes. Il peut déléguer par arrêté, l'exercice d'une partie de ses fonctions à des vice-présidents.

Le 3 juin 2020, M. Guy PLISSONNEAU a été réélu à la présidence de la CCVB.

### II.4.2 Le Bureau communautaire

Composé du Président de la communauté de communes, de dix vice-présidents et de 4 autres membres, élus par le Conseil communautaire (un par commune), le Bureau prépare les travaux du Conseil et instruit l'ensemble des affaires de la collectivité.

Il se réunit environ une fois par mois.

Les membres du Bureau sont :

- Guy PLISSONNEAU, Président
- Franck ROY, 1<sup>er</sup> vice-président
- Mireille HERMOUET, 2<sup>e</sup> vice-présidente
- Guy AIRIAU, 3<sup>e</sup> vice-président
- Sabine ROIRAND, 4<sup>e</sup> vice-présidente
- Gérard TENAUD, 5<sup>e</sup> vice-président
- Delphine HERMOUET, 6<sup>e</sup> vice-présidente
- Jacky ROTUREAU, 7<sup>e</sup> vice-président
- Gaëlle CHAMPION, 8<sup>e</sup> vice-présidente
- Xavier PROUTEAU, 9<sup>e</sup> vice-président
- Dominique PASQUIER, 10<sup>ème</sup> vice-présidente
- Philippe CROCHET, membre du bureau
- Frédéric RAGER, membre du bureau
- Marcelle BARRETEAU, membre du bureau
- Pascal MORINEAU, membre du bureau

### II.4.3 La Conférence des maires

Conformément à l'article L. 5211-11-3 du CGCT modifié par la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, il est créé une Conférence des maires. Elle est présidée par M. PLISSONNEAU, Président de la CCVB, et elle comprend les maires des communes membres. Elle se réunit à l'initiative du président ou dans la limite de 4 réunions par an à la demande d'un tiers des maires.

### II.4.4 Le Conseil communautaire

Depuis le 3 juin 2020, la CCVB est administrée par un Conseil communautaire composé de 49 élus qui se réunit tous les mois. La répartition s'effectue ainsi :

- AIZENAY : 9 conseillers communautaires
- APREMONT : 2 conseillers communautaires
- BEAUFOU : 2 conseillers communautaires
- BELLEVIGNY : 6 conseillers communautaires
- FALLERON : 2 conseillers communautaires
- GRAND'LANDES : 1 conseiller communautaire
- LA CHAPELLE-PALLUAU : 2 conseillers communautaires
- LA GENÉTOUZE : 2 conseillers communautaires
- LE POIRÉ-SUR-VIE : 9 conseillers communautaires
- LES LUCS-SUR-BOULOGNE : 4 conseillers communautaires
- MACHÉ : 2 conseillers communautaires
- PALLUAU : 2 conseillers communautaires
- SAINT-DENIS-LA-CHEVASSE : 3 conseillers communautaires
- SAINT-ÉTIENNE-DU-BOIS : 2 conseillers communautaires
- SAINT-PAUL-MONT-PENIT : 1 conseiller communautaire

## II.4.5 Les commissions

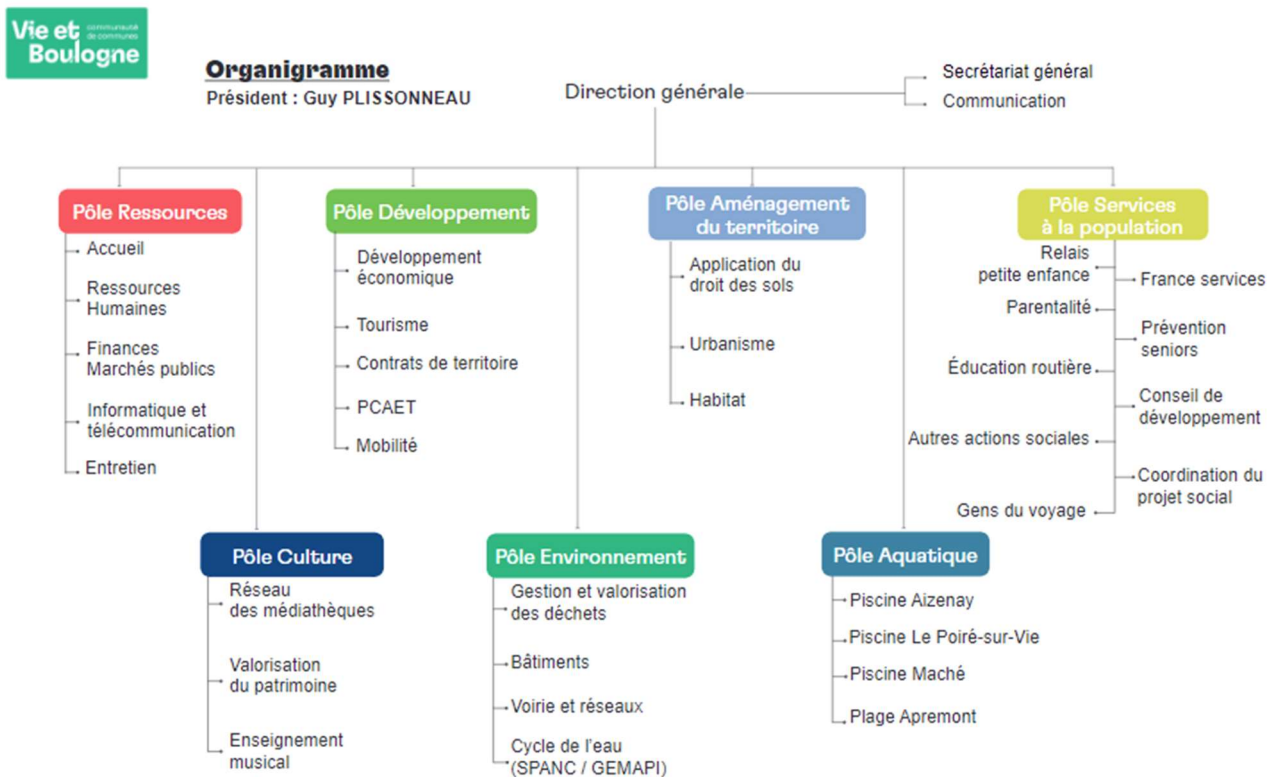
Créées au sein du Conseil communautaire, les commissions de travail se réunissent préalablement pour étudier certains dossiers, émettre des avis et formuler des propositions qui sont ensuite transmis à l'assemblée délibérante.

La CCVB s'articule autour de treize commissions thématiques :

- **Appel d'offres** présidée par M. Guy PLISSONNEAU, maire de La Genétouze.
- **Finances** présidée par M. Guy PLISSONNEAU, maire de La Genétouze.
- **Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT)** présidée par M. Guy PLISSONNEAU, maire de La Genétouze.
- **Aménagement du territoire et habitat** présidée par M. Franck ROY, maire d'Aizenay.
- **Gestion et valorisation des déchets** présidée par M. Guy AIRIAU, maire de Saint-Étienne-du-Bois.
- **Développement économique** présidée par Mme Mireille HERMOUET, maire de Saint-Denis-la-Chevasse.
- **Actions culturelles** présidée M. Gérard TENAUD, maire de Falleron.
- **Actions sociales** présidée par Mme Delphine HERMOUET, maire de Beaufou.
- **Petite enfance et parentalité** présidée par Mme Gaëlle CHAMPION, maire d'Apremont.
- **Tourisme** présidée M. Jacky ROTUREAU, maire délégué de Bellevigny.
- **Cycle de l'eau** présidée par Mme Dominique PASQUIER, adjointe au maire des Lucs-sur-Boulogne.
- **Développement durable et mobilité** présidée par Mme Sabine ROIRAND, maire du Poiré-sur-Vie.
- **Voirie et bâtiments** présidée par M. Xavier PROUTEAU, maire de la Chapelle-Palluau.

## II.4.6 Les services

### Organigramme des services de la Communauté de communes Vie et Boulogne au 1<sup>er</sup> janvier 2023



### III. INFORMATIONS RELATIVES AUX RESSOURCES HUMAINES

#### III.1. Données financières et durée effective du travail

La rémunération 2022 se répartit ainsi :

Traitement de base	2 289 481,04 €
Régime indemnitaire	647 352,05 €
NBI	21 908,51 €
Heures supplémentaires	2 086,28 €

Les agents n'ont pas perçu d'avantages en nature.

La communauté de communes participe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 à hauteur de 9 € bruts par mois et par agent pour la protection sociale (maintien de salaire). Cette participation est proratisée pour les agents à temps partiel ou à temps non complet.

Depuis le 1<sup>er</sup> août 2020, suite à la parution des textes officiels, tous les agents de la Communauté de Communes Vie et Boulogne perçoivent le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP).

Depuis 2018, les agents perçoivent chaque année en décembre un complément indemnitaire annuel (CIA). En 2022, l'enveloppe brute globale du CIA s'élevait à 38 150 €.

Le temps de travail effectif est de 1 607 heures par an pour un agent à temps complet. Cette durée est proratisée en fonction du temps de travail des agents (temps partiel et temps non complet).

Le règlement intérieur, approuvé par le conseil communautaire le 9 septembre 2019, est applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, avec notamment la mise en place d'un système de badgeage associé à un logiciel de gestion du temps (travail, congés, RTT...).

Conformément aux textes en vigueur, le conseil communautaire a décidé de mettre en place le télétravail au sein de l'établissement, par délibération n°2020D128 du 21 septembre 2020. Une charte relative au télétravail précise les conditions d'exercice, et notamment les postes compatibles avec le télétravail, le nombre de jours maximum en fonction du temps de travail (2 jours en moyenne par semaine, soit 90 jours au maximum pour un temps complet), les matériels et moyens mis à disposition des agents. Les jours de télétravail ne font l'objet d'aucune indemnité spécifique.

**III.2. Etat du personnel au 1<sup>er</sup> janvier 2023**

GRADES	NOMBRE D'EMPLOIS	POSTES POURVUS	Rappel effectifs au 1er janvier 2022	
			NOMBRE D'EMPLOIS	POSTES POURVUS

<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>				
<b>Emplois de direction (catégorie A)</b>				
Directeur général des services des communes de 40 à 80.000 hab. (TC)	1	1	1	1
Directeur général adjoint des communes de 40 à 150.000 hab. (TC)	1	1	1	1
<b>Cadre d'emplois des attachés territoriaux (catégorie A)</b>				
Attaché (TC)	6	3	6	4
Attaché principal (TC)	1	1	1	1
Attaché hors classe (TC)	1	0	1	0
<b>Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux (catégorie B)</b>				
Rédacteur (TC)	4	4	3	3
Rédacteur principal de 2ème classe (TC)	3	3	2	2
Rédacteur principal de 1ère classe (TC)	5	5	5	5
<b>Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux (catégorie C)</b>				
Adjoint administratif (TC)	8	6	7	7
Adjoint administratif principal de 2ème classe (TC)	8	8	6	6
Adjoint administratif principal de 1ère classe (TNC 31,5/35ème)	1	1	1	1
Adjoint administratif principal de 1ère classe (TC)	5	4	6	6
	<b>44</b>	<b>37</b>	<b>40</b>	<b>37</b>

<b>FILIERE TECHNIQUE</b>				
<b>Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux (catégorie A)</b>				
Ingénieur (TC)	1	1	1	1
<b>Cadre d'emplois des techniciens territoriaux (catégorie B)</b>				
Technicien (TC)	2	2	2	2
Technicien principal de 2ème classe (TC)	2	2	1	1
Technicien principal de 1ère classe (TC)	3	3	3	3
<b>Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux (catégorie C)</b>				
Adjoint technique (TC)	9	8	6	6
Adjoint technique (TNC - 31,5/35ème)	1	0	0	0
Adjoint technique principal de 2ème classe (TNC 26/35ème)	1	1	1	1
Adjoint technique principal de 2ème classe (TC)	2	1	1	1
Adjoint technique principal de 1ère classe (TNC 29,5/35ème)	1	1	1	1
Adjoint technique principal de 1ère classe (TNC 30/35ème)	1	1	1	1
Adjoint technique principal de 1ère classe (TC)	4	4	4	4
	<b>27</b>	<b>24</b>	<b>21</b>	<b>21</b>

GRADES	NOMBRE D'EMPLOIS	POSTES POURVUS	Rappel effectifs au 1er janvier 2022	
			NOMBRE D'EMPLOIS	POSTES POURVUS
<b>FILIERE CULTURELLE</b>				
<b>Cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine (catégorie A)</b>				
Attaché principal de conservation du patrimoine	1	1	1	1
<b>Cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques (catégorie B)</b>				
Assistant de conservation principal de 2ème classe (TC)	1	1	2	2
Assistant de conservation principal de 1ère classe (TC)	3	3	2	2
<b>Cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine (catégorie C)</b>				
Adjoint du patrimoine (TC)	1	1	2	2
Adjoint du patrimoine (TNC 5/35ème)	1	1	1	1
Adjoint du patrimoine (TNC 6/35ème)	1	0	1	1
Adjoint du patrimoine (TNC 9/35ème)	1	1	1	1
Adjoint du patrimoine (TNC - 10/35ème)	1	1	1	1
Adjoint du patrimoine (TNC - 18/35ème)	0	0	1	1
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe (TNC - 18/35ème)	1	1	0	0
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe (TC)	6	6	4	4
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe (TC)	3	3	3	3
	<b>20</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>19</b>

<b>FILIERE ANIMATION</b>				
<b>Cadre d'emplois des animateurs territoriaux (catégorie B)</b>				
Animateur principal de 2ème classe (TC)	1	1	1	1
<b>Cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation (catégorie C)</b>				
Adjoint d'animation (TC)	3	3	3	3
Adjoint d'animation principal de 2ème classe (TC)	1	0	1	1
Adjoint d'animation principal de 1ère classe (TNC - 21/35ème)	1	1	1	1
Adjoint d'animation principal de 1ère classe (TNC 31,5/35ème)	0	0	1	1
Adjoint d'animation principal de 1ère classe (TC)	1	1	0	0
	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>7</b>

<b>FILIERE SOCIALE</b>				
<b>Cadre d'emplois des Educateurs territoriaux de jeunes enfants (catégorie B)</b>				
Educateur de jeunes enfants (TC)	3	3	2	2
Educateur de jeunes enfants (TNC - 21/35ème)	1	1	1	1
<b>Cadre d'emplois des Assistants territoriaux socio-éducatifs (catégorie A)</b>				
Assistant socio-éducatif (TC)	0	0	0	0
<b>Cadre d'emplois des Agents sociaux territoriaux (catégorie C)</b>				
Agent social (TC)	1	0	1	1
Agent social (TNC - 15,63/35ème)	1	1	1	1
	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>

GRADES	NOMBRE D'EMPLOIS	POSTES POURVUS	Rappel effectifs au 1er janvier 2022	
			NOMBRE D'EMPLOIS	POSTES POURVUS
<b>FILIERE SPORTIVE</b>				
<b>Cadre d'emplois des Educateurs territoriaux des activités physiques et sportives (catégorie B)</b>				
Educateur territorial des APS (TC)	5	5	2	2
Educateur territorial des APS principal de 2ème classe (TC)	3	3	2	2
	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>112</b>	<b>99</b>	<b>96</b>	<b>93</b>

<u>Créations de postes en 2023</u>	Durée hebdo	Durée en mois en 2023
Agent comptable	35 h	6
Agent d'entretien	35 h	10
Animateur de bassin de lecture	35 h	7
Technicien habitat	35 h	10
Chargé de mission PCAET	35 h	9
Développeur économique	35 h	6
Coordinateur des animations culturelles	35 h	10

<u>Contractuels au 1er janvier 2023</u>		
Grade	Observations	ETP
Attaché	Contrat de projet	1
Attaché	Contrat de projet	1
Rédacteur	Contrat de projet	1
Adjoint administratif territorial	Contrat de projet	1
Adjoint territorial du patrimoine	Accroissement temporaire	1
Adjoint territorial du patrimoine	Accroissement temporaire	1
Adjoint territorial du patrimoine (emploi permanent)	CDI	0,14
Adjoint territorial du patrimoine (emploi permanent)	CDI	0,29
Adjoint technique territorial	Contrat de projet	1
Adjoint technique territorial	Accroissement temporaire	1

Total contractuels : 10 agents dont 2 sur des emplois permanents

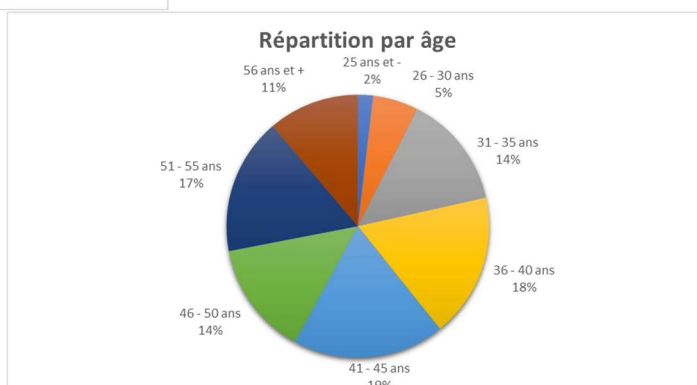
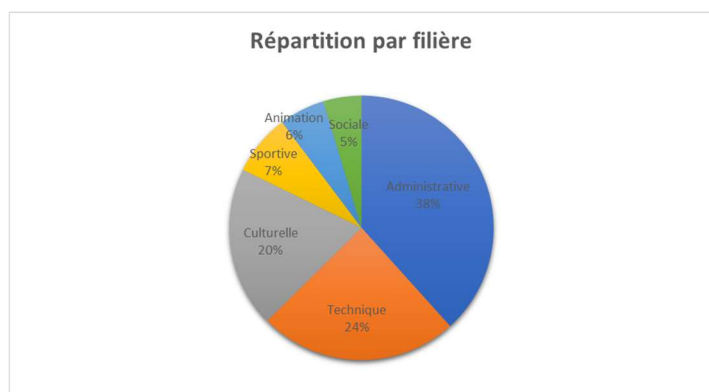
### III.3. Structure des effectifs au 1er janvier 2023 (emplois permanents et non permanents)

HOMMES		AGENTS PAR FILIERE					
Tranche d'âge	Administrative	Technique	Culturelle	Sportive	Animation	Sociale	TOTAUX
25 ans et -							0
26 - 30 ans							0
31 - 35 ans	2			1			3
36 - 40 ans		1		1			2
41 - 45 ans	1	1	1		1		4
46 - 50 ans	1		1	1	1		4
51 - 55 ans	2	2		1			5
56 ans et +	1	7					8
<b>TOTAUX</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>26</b>

**Soit 24%**

FEMMES		AGENTS PAR FILIERE					
Tranche d'âge	Administrative	Technique	Culturelle	Sportive	Animation	Sociale	TOTAUX
25 ans et -			2				2
26 - 30 ans	3			2	1		6
31 - 35 ans	4	4	2	1		1	12
36 - 40 ans	8	4	4			1	17
41 - 45 ans	7	3	4		1	1	16
46 - 50 ans	4	1	2	1	1	2	11
51 - 55 ans	6	3	3		1		13
56 ans et +	2		2				4
<b>TOTAUX</b>	<b>34</b>	<b>15</b>	<b>19</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>81</b>

**Soit 76%**  
**Effectif total 107**



## IV. CONTEXTE NATIONAL – LOI DE FINANCES POUR 2023

(Extraits du document JMS Consultants)

La loi de finances pour 2023 entend protéger les ménages et soutenir les entreprises en pleine crise énergétique et de flambée des prix, tout en maîtrisant les dépenses publiques.

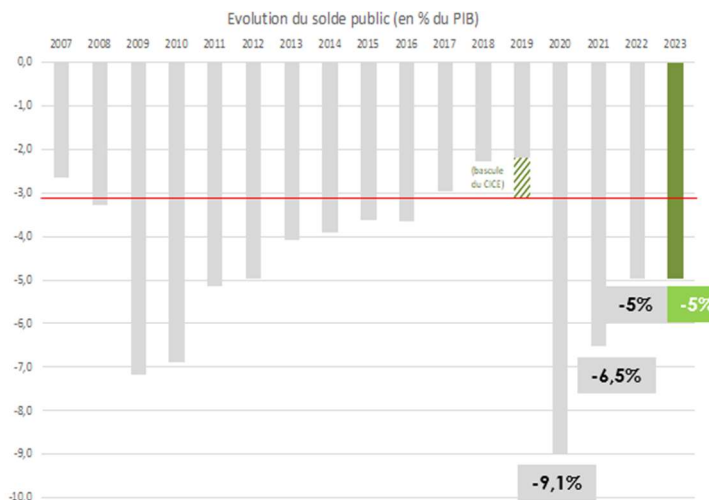
Le gouvernement s'appuie sur des **prévisions de croissance de 2,7% en 2022 et de 1% en 2023**, ainsi que sur une inflation de 5,4% en 2022 et de 4,3% en 2023.

Le principal aléa de ce scénario est l'évolution de la guerre en Ukraine et ses conséquences sur l'activité des prix de gros de l'énergie.

**Après avoir été en deçà du seuil des 3 % du PIB depuis 2017, le solde public connaît une forte dégradation en 2020 avec -9,1% du PIB et -6,5% en 2021**, sous l'effet de l'intervention publique massive pour limiter les effets de la crise « le quoi qu'il en coûte » avec 130 milliards de mesures d'urgence.

En 2022 comme en 2023, **le déficit public se stabiliserait à 5% du PIB**, alors que le déficit budgétaire de l'État se réduirait de 14 milliards d'euros, pour atteindre 158,5 milliards en 2023.

**Les dépenses de l'État s'établiraient à 480,3 milliards d'euros en 2023** (- 2,6% par rapport à 2022), tandis que les recettes nettes du budget général sont prévues à 345,1 milliards d'euros. Le **poind de la dette publique** baisserait de 111,5% du PIB en 2022 à 111,2% en 2023.



**SOLDE GENERAL DU BUDGET DE L'ETAT  
2023 : -158,5 Md€**

**DEFICIT PUBLIC 2023 : 5% du PIB**

Au niveau des perspectives économiques, après le fort rebond de 2021 (+6,1%), l'activité mondiale ralentirait en 2022 (+3,3%) et en 2023 (+3,1%). En zone euro, l'activité progresserait encore nettement en 2022, avec toutefois des différences importantes entre les pays, mais ralentirait en 2023.

La demande mondiale adressée à la France serait encore dynamique en 2022, mais ralentirait nettement en 2023.

La croissance devrait régresser passant de 6,8 en 2021 à 2,7 en 2022, puis 1% en 2023. Le niveau de l'inflation progresse fortement pour atteindre 5,4 en 2022 (prévision). Elle est estimée à 4,3 pour 2023 mais elle pourrait atteindre 7% selon les projections de la Banque de France.

Le déficit public 2023 devrait s'établir à 5 points du PIB et la trajectoire pluriannuelle prévoit un retour du déficit public sous le seuil des 3% à l'horizon 2027.

Après une revalorisation des bases de 0,2% en 2021 et 3,4% en 2022, la loi de finances pour 2023 prévoit une revalorisation qui devrait atteindre **7,1%** en 2023.

La progression attendue par l'Etat de la TVA en 2023 est de +5%.

Il est également prévu la suppression de la CVAE. Pour les contribuables, la CVAE sera diminuée de moitié dès 2023 puis supprimée en 2024. Pour les collectivités, elles recevront une compensation dès 2023 assise sur une nouvelle fraction de TVA, divisée en 2 parts et calculée comme suit :

$$\frac{\text{Moyenne du produit CVAE 2020 à 2023} + \text{moyenne des compensations d'exo. 2020 à 2023}}{\text{TVA 2022}}$$

La part fixe est égale à la moyenne du produit de CVAE perçu entre 2020 et 2023 et des compensations d'exonérations sur la même période.

Une seconde part est affectée à un fonds national d'attractivité économique des territoires correspondant à la différence, si elle est positive, entre la fraction de TVA et la part fixe.

Le montant de la DGF, gelé depuis 2018 à 26,8 milliards €, augmentera de + 100 M€ en 2023. La modification des indicateurs financiers décidée en 2021 suite à la suppression de la taxe d'habitation et à la réforme des valeurs locatives des établissements industriels, va commencer à produire ses effets en 2023 pour le potentiel fiscal et financier. La dotation d'intercommunalité sera abondée de 30 M€ en 2023 et la dotation de compensation sera faiblement impactée par l'écrêtement en 2023.

Pour faire face à la forte augmentation des coûts de l'énergie, la loi de finances pour 2023 prévoit un nouveau filet de sécurité au profit des communes et leurs groupements. Les critères d'éligibilité cumulatifs sont les suivants :

- Une baisse de leur épargne brute de plus de 15% du niveau constaté en 2023 comparé à 2022.
- Le potentiel financier de la commune ou de l'EPCI à fiscalité propre est inférieur au double de la moyenne des communes de leur strate démographique.

La dotation est égale à 50% de la différence entre l'augmentation des dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité et chauffage urbain en 2023 et 2022, et 50% de celle des recettes réelles de fonctionnement entre 2023 et 2022.

Le partage de la taxe d'aménagement entre les communes et l'EPCI est finalement assoupli, le reversement n'étant plus obligatoire. Le système en place sur le territoire Vie et Boulogne, avec le reversement de la taxe perçue sur les zones d'activités économiques, sera donc maintenu en 2023.

Concernant le Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC), la loi de finances pour 2023 prévoit, à partir de cette année, la création d'une « garantie de sortie progressive de l'éligibilité au reversement du FPIC » sur quatre années (90% , 70%, 50% puis 25% du reversement perçu l'année précédant la perte d'éligibilité) afin de rendre la sortie du régime plus progressive pour les ensembles intercommunaux qui perdront leur éligibilité. Vie et Boulogne n'est pas concernée par cette disposition.

## V. SYNTHÈSE DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2022 (PROVISOIRES) ET PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

BUDGET GENERAL				
	Investissement		Fonctionnement	
	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
Dépenses	11 773 500,00 €	7 680 962,56 €	21 762 900,00 €	15 804 403,15 €
Recettes	11 773 500,00 €	5 047 197,26 €	21 762 900,00 €	17 944 480,82 €
Déficit / excédent		<b>-2 633 765,30 €</b>		<b>2 140 077,67 €</b>
Résultat cumulé de l'exercice		<b>-493 687,63 €</b>		
Résultat 2021 reporté		617 525,20 €		4 313 238,04 €
Résultat global 2022		<b>-2 016 240,10 €</b>		<b>6 453 315,71 €</b>
Résultat cumulé		<b>4 437 075,61 €</b>		
<b>Affectation du résultat :</b>				
Restes à réaliser en dépenses d'investissement		1 007 372,00 €		
Restes à réaliser en recettes d'investissement		767 775,00 €		
Résultat global dégagé par la section d'investissement		<b>-2 255 837,10 €</b>		
Compte tenu du résultat d'investissement, il est proposé d'affecter le résultat de la section de fonctionnement comme suit				
Compte 1068 – Excédent de fonctionnement capitalisé		<b>2 255 837,10 €</b>		
Ligne 002 – Résultat de fonctionnement reporté		<b>4 197 478,61 €</b>		

BUDGET ANNEXE ZONES COMMUNAUTAIRES				
	Investissement		Fonctionnement	
	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
Dépenses	8 479 000,00 €	4 570 403,43 €	8 321 000,00 €	5 532 189,29 €
Recettes	8 479 000,00 €	4 174 995,26 €	8 321 000,00 €	5 532 189,29 €
Déficit / excédent		<b>-395 408,17 €</b>		<b>0,00 €</b>
Résultat cumulé de l'exercice		<b>-395 408,17 €</b>		
Résultat 2021 reporté		<b>-2 235 009,38 €</b>		0,00 €
Résultat global 2022		<b>-2 630 417,55 €</b>		<b>0,00 €</b>
Résultat cumulé		<b>-2 630 417,55 €</b>		
Budget de type lotissement donc pas d'affectation du résultat				

<b>BUDGET ANNEXE BATIMENTS ECONOMIQUES</b>				
	<b>Investissement</b>		<b>Fonctionnement</b>	
	<b>Prévu</b>	<b>Réalisé</b>	<b>Prévu</b>	<b>Réalisé</b>
Dépenses	860 900,00 €	486 540,51 €	460 400,00 €	844 314,40 €
Recettes	860 900,00 €	779 462,48 €	460 400,00 €	838 873,00 €
Déficit / excédent		292 921,97 €		-5 441,40 €
Résultat cumulé de l'exercice		287 480,57 €		
Résultat 2021 reporté		-7 739,32 €		152 211,89 €
Résultat global 2022		285 182,65 €		146 770,49 €
Résultat cumulé		431 953,14 €		
<b>Affectation du résultat :</b>				
Restes à réaliser en dépenses d'investissement		0,00 €		
Restes à réaliser en recettes d'investissement		0,00 €		
Résultat global dégagé par la section d'investissement		285 182,65 €		
Compte tenu du résultat d'investissement, il est proposé d'affecter le résultat de la section de fonctionnement comme suit				
Compte 1068 – Excédent de fonctionnement capitalisé		0,00 €		
Ligne 002 – Résultat de fonctionnement reporté		146 770,49 €		

<b>BUDGET ANNEXE OFFICE DE TOURISME</b>				
	<b>Investissement</b>		<b>Fonctionnement</b>	
	<b>Prévu</b>	<b>Réalisé</b>	<b>Prévu</b>	<b>Réalisé</b>
Dépenses	44 600,00 €	29 929,06 €	470 700,00 €	415 353,86 €
Recettes	44 600,00 €	30 179,76 €	470 700,00 €	431 656,40 €
Déficit / excédent		250,70 €		16 302,54 €
Résultat cumulé de l'exercice		16 553,24 €		
Résultat 2021 reporté		-82,39 €		19 631,83 €
Résultat global 2022		168,31 €		35 934,37 €
Résultat cumulé		36 102,68 €		
<b>Affectation du résultat :</b>				
Restes à réaliser en dépenses d'investissement		461,00 €		
Restes à réaliser en recettes d'investissement		0,00 €		
Résultat global dégagé par la section d'investissement		-292,69 €		
Compte tenu du résultat d'investissement, il est proposé d'affecter le résultat de la section de fonctionnement comme suit				
Compte 1068 – Excédent de fonctionnement capitalisé		292,69 €		
Ligne 002 – Résultat de fonctionnement reporté		35 641,68 €		

BUDGET ANNEXE ORDURES MENAGERES				
	Investissement		Fonctionnement	
	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
Dépenses	2 141 000,00 €	466 310,03 €	4 864 300,00 €	4 218 978,80 €
Recettes	2 141 000,00 €	297 513,53 €	4 864 300,00 €	3 999 754,18 €
Déficit / excédent		<b>-168 796,50 €</b>		<b>-219 224,62 €</b>
Résultat cumulé de l'exercice		<b>-388 021,12 €</b>		
Résultat 2021 reporté		1 020 660,10 €		898 457,23 €
Résultat global 2022		<b>851 863,60 €</b>		<b>679 232,61 €</b>
Résultat cumulé		<b>1 531 096,21 €</b>		
<b>Affectation du résultat :</b>				
Restes à réaliser en dépenses d'investissement		0,00 €		
Restes à réaliser en recettes d'investissement		0,00 €		
Résultat global dégagé par la section d'investissement		<b>851 863,60 €</b>		
Compte tenu du résultat d'investissement, il est proposé d'affecter le résultat de la section de fonctionnement comme suit				
Compte 1068 – Excédent de fonctionnement capitalisé		<b>0,00 €</b>		
Ligne 002 – Résultat de fonctionnement reporté		<b>679 232,61 €</b>		

BUDGET ANNEXE SPANC				
	Investissement		Fonctionnement	
	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
Dépenses	82 450,00 €	21 524,38 €	198 200,00 €	154 667,01 €
Recettes	82 450,00 €	21 524,38 €	198 200,00 €	164 617,80 €
Déficit / excédent		<b>0,00 €</b>		<b>9 950,79 €</b>
Résultat cumulé de l'exercice		<b>9 950,79 €</b>		
Résultat 2021 reporté		0,00 €		14 104,12 €
Résultat global 2022		<b>0,00 €</b>		<b>24 054,91 €</b>
Résultat cumulé		<b>24 054,91 €</b>		
<b>Affectation du résultat :</b>				
Restes à réaliser en dépenses d'investissement		0,00 €		
Restes à réaliser en recettes d'investissement		0,00 €		
Résultat global dégagé par la section d'investissement		<b>0,00 €</b>		
Compte tenu du résultat d'investissement, il est proposé d'affecter le résultat de la section de fonctionnement comme suit				
Compte 1068 – Excédent de fonctionnement capitalisé		<b>0,00 €</b>		
Ligne 002 – Résultat de fonctionnement reporté		<b>24 054,91 €</b>		

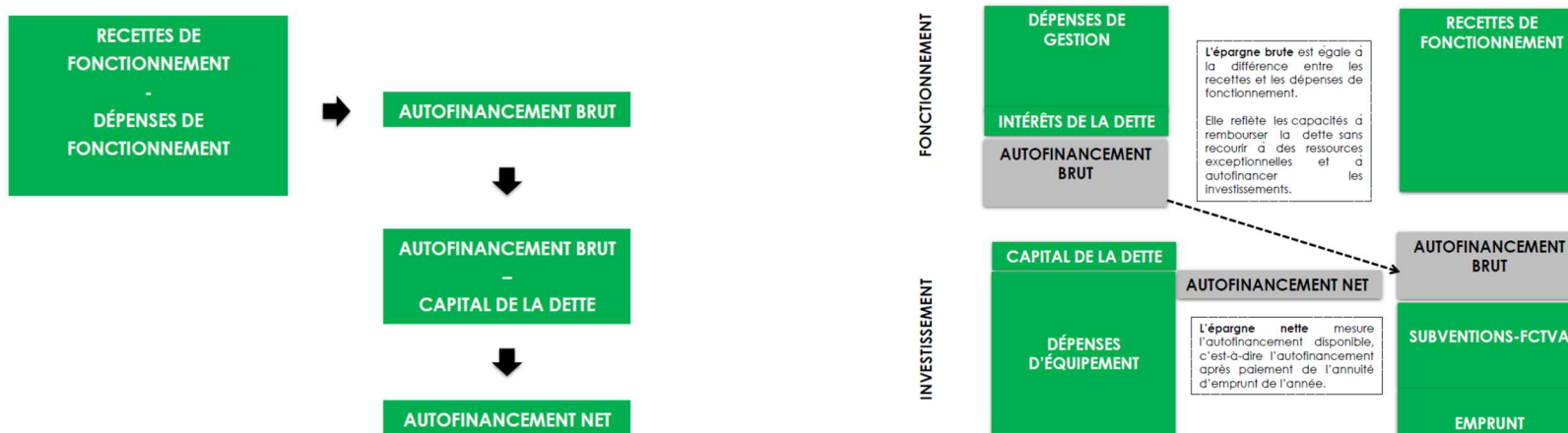
BALANCE GENERALE TOUS BUDGETS CONFONDUS				
	Investissement		Fonctionnement	
	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
Dépenses	23 381 450,00 €	13 255 669,97 €	36 077 500,00 €	26 969 906,51 €
Recettes	23 381 450,00 €	10 350 872,67 €	36 077 500,00 €	28 911 571,49 €
Déficit / excédent		<b>-2 904 797,30 €</b>		<b>1 941 664,98 €</b>
Résultat cumulé de l'exercice		<b>-963 132,32 €</b>		
Résultat 2021 reporté		<b>-604 645,79 €</b>		5 397 643,11 €
Résultat global 2022		<b>-3 509 443,09 €</b>		<b>7 339 308,09 €</b>
Résultat cumulé		<b>3 829 865,00 €</b>		

## VI. ANALYSE FINANCIERE RETROSPECTIVE 2019 – 2022 DU BUDGET GENERAL

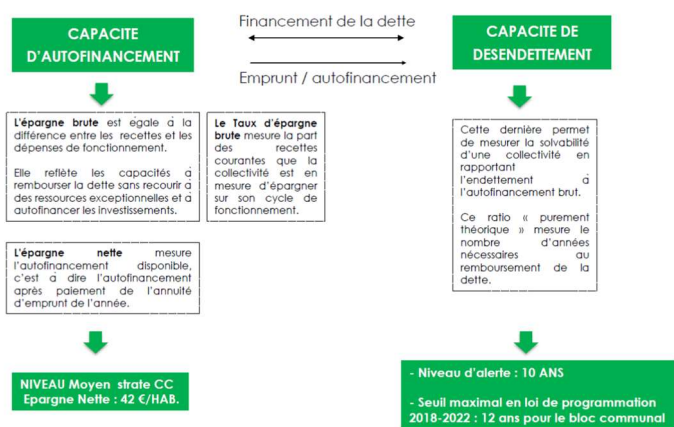
(Extraits du document JMS Consultants)

### VI.1. La capacité d'autofinancement nette

#### GRILLE DE LECTURE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE : Décomposition de la constitution de l'épargne



Définie à partir des composantes de l'équilibre financier global, l'analyse financière donne une vision dynamique des marges de manœuvre financières et permet d'en maîtriser l'évolution. Elle s'appuie principalement sur les indicateurs suivants :



## L'AUTOFINANCEMENT

### Les épargnes

en milliers d'euros

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
<b>BUDGET PRINCIPAL</b>				
<i>Dépenses de fonctionnement</i>				
- Hors intérêts	12 525	13 148	13 647	14 465
- Intérêts compris	12 554	13 174	13 672	14 502
<i>Recettes de fonctionnement</i>	16 159	17 448	16 583	17 909
<b>CAPACITÉ COURANTE DE FINANCEMENT</b>	<b>3 634</b>	<b>4 300</b>	<b>2 936</b>	<b>3 444</b>
<i>Intérêts</i>	29	26	25	37
<b>AUTOFINANCEMENT BRUT ©</b>	<b>3 603</b>	<b>3 760</b>	<b>2 907</b>	<b>3 407</b>
<i>Capital</i>	70	73	77	179
<b>AUTOFINANCEMENT NET ©</b>	<b>3 533</b>	<b>3 687</b>	<b>2 831</b>	<b>3 228</b>

Dernière modification de la présentation : Hier à 14:17. À noter que les recettes intègrent les rôles supplémentaires et un excédent de budget de 220 K€. La CAF nette retraitée des éléments exceptionnels serait de 3 077 K€.

### La capacité de désendettement (en année)

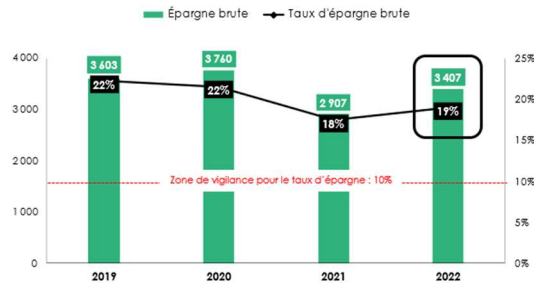
	2019	2020	2021	2022
Encours au 31/12	663	590	2 613	<b>2 434</b>
Capacité dynamique de désendettement	0,2	0,2	0,9	<b>0,7</b>

Nous soulignons la nécessité d'évaluer l'autofinancement net sans prendre en considération le produit des cessions d'immobilisations afin d'apprécier la capacité financière du groupement à dégager un autofinancement sans tenir compte de phénomènes exceptionnels.

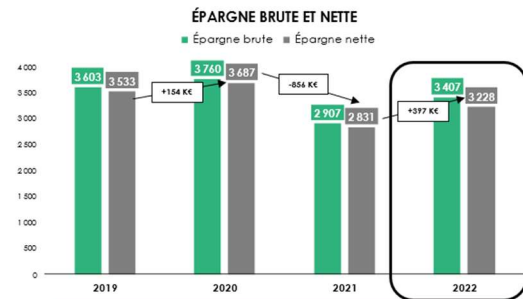
**La CAF nette en 2022 progresse de 397 K€ par rapport à 2021 et représente 3 228 K€. Il faut noter l'évolution des charges de fonctionnement de +830 K€ et la progression des recettes de fonctionnement de +1 330 K€ (hors produits des cessions d'immobilisations).**

**La capacité dynamique de désendettement en 2022 est de : 0,7 année pour rembourser le capital de la dette.**

**LES INDICATEURS FINANCIERS**

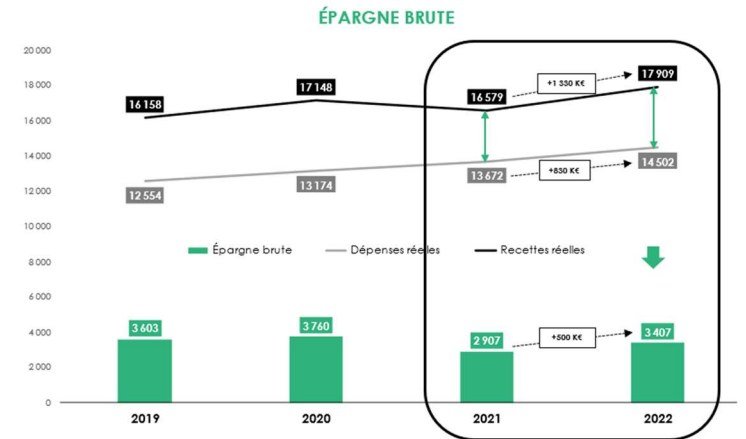


Taux d'épargne brute : part des recettes courantes que la collectivité est en mesure d'épargner sur son cycle de fonctionnement



L'épargne nette mesure l'autofinancement disponible pour le financement des dépenses d'investissement.

Le taux d'épargne brute en 2022 reste satisfaisant avec 19%.  
L'épargne nette en 2022 progresse de 397 K€.



La dynamique des recettes de fonctionnement plus rapide que celle des charges entraine une progression de l'épargne brute de +500 K€.

## VI.2. La section de fonctionnement

LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT		CA				EVOLUTION 2022 / 2021		EVOLUTION 2022 / 2019	
		2019	2020	2021	2022	en valeur	en %	en valeur	moy. annuelle en %
<b>011 - Charges à caractère général</b>		<b>1 602</b>	<b>1 877</b>	<b>1 979</b>	<b>2 226</b>	<b>246</b>	<b>12,5%</b>	<b>623</b>	<b>11,6%</b>
eau et assainissement-60611		31	40	35	48	▲ 13	37,1%	17	15,9%
énergie-électricité-60612		122	133	144	188	▲ 45	31,3%	66	15,6%
combustibles-60621		62	54	62	61	-1	-1,9%	-1	-0,4%
produits de traitement-60624		6	1	0	19	▲ 19	43,8%	12	12,9%
fournitures de petit équipement-60632		19	56	23	27	▲ 4	18,8%	8	12,9%
livres, disques (médiathèque)-60665		0	112	110	114	▲ 4	3,5%	114	14,4%
autres matières et fournitures-60668		18	17	18	27	▲ 8	45,6%	9	14,4%
contrats, prestations de services-611		112	106	222	249	▲ 27	12,3%	137	30,5%
locations immobilières-6132		0	4	19	12	-7	-35,8%	12	12,9%
locations mobilières-6135		48	51	85	94	▲ 10	11,7%	47	25,7%
terrains-61521		110	178	147	118	▼ -29	-19,7%	8	2,4%
bâtiments publics-615221		57	69	72	40	▼ -32	-44,8%	-17	-11,2%
autres bâtiments-615228		27	10	9	21	▲ 12	12,3%	-7	-9,1%
voies-615231		46	107	64	113	▲ 50	78,7%	68	35,5%
réseaux-615232		52	85	118	84	▼ -34	-29,0%	32	17,3%
matériel roulant-61551		8	12	11	14	▲ 3	24,2%	6	19,8%
maintenance-61554		197	149	97	142	▲ 45	46,6%	-55	-10,3%
multimédias-6161		10	11	12	13	▲ 1	5,0%	3	8,5%
études et recherches-617		130	145	71	106	▲ 35	49,4%	-23	-6,4%
versements à des organismes de formation-6184		7	2	25	12	▼ -12	-50,7%	5	19,6%
honoraires-6226		28	133	181	159	▼ -22	-12,3%	130	77,4%
publications-6237		14	18	23	19	-5	-19,4%	5	11,5%
divers-6238		17	23	26	31	▲ 5	18,5%	14	22,6%
transports collectifs-6247		58	23	27	31	▲ 4	15,7%	-27	-18,7%
concours divers (cotisations)-6281		65	66	109	111	▲ 3	2,6%	47	19,8%
frais de nettoyage des locaux-6283		0	0	0	27	▲ 27	3,3%	27	19,8%
<b>012 - Personnel</b>		<b>3 525</b>	<b>3 715</b>	<b>4 096</b>	<b>4 509</b>	<b>413</b>	<b>10,1%</b>	<b>984</b>	<b>8,6%</b>
autre personnel extérieur-6218		110	24	22	13	-9	-41,0%	-97	-51,1%
rémunération principale-64111		1 610	1 805	1 931	2 199	228	11,8%	549	10,3%
personnel non titulaire-64131		241	216	268	326	58	21,5%	85	10,6%
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>		<b>1 555</b>	<b>1 677</b>	<b>1 755</b>	<b>2 140</b>	<b>385</b>	<b>21,9%</b>	<b>585</b>	<b>11,2%</b>
droits d'utilisation-informatique en nuage-6512				218	447	▲ 229	22,9%		
déficit budgets administratifs-6521		250	270	265	300	▲ 35	13,2%	50	6,3%
indemnités-6531		135	135	135	138	▲ 2	1,8%	2	0,6%
service d'incendie-6533		548	609	610	624	▲ 14	2,3%	76	4,4%
autres contributions-65548		273	272	248	320	▲ 72	29,0%	47	5,4%
département-65733		0	23	0	0	0	0%	0	0%
subventions de fonctionnement autres organismes publics-65738		15	15	15	15	0	-0,7%	0	-0,2%
subventions de fonctionnement aux associations-6574		292	315	214	250	▲ 36	17,0%	-42	-5,0%
<b>014 - Atténuations de produits</b>		<b>5 771</b>	<b>5 815</b>	<b>5 678</b>	<b>5 429</b>	<b>-249</b>	<b>-4,4%</b>	<b>-342</b>	<b>-2,0%</b>
autres restitutions de dégrèvements contributions directes-7391178		68	142	20	0	-20	-99,9%	-68	-92,6%
attribution de compensation-739211		5 131	5 101	5 086	4 857	▼ -229	-4,5%	-274	-1,8%
dotation de solidarité communautaire-739212		500	500	500	500	0	0%	0	0%
FNGIR-739221		71	71	71	71	0	0%	0	0%
<b>66 - Charges financières</b>		<b>29</b>	<b>26</b>	<b>25</b>	<b>37</b>	<b>11</b>	<b>45,6%</b>	<b>7</b>	<b>7,8%</b>
intérêts des emprunts-6611		29	26	25	36	▲ 11	44,0%	7	7,4%
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>		<b>72</b>	<b>64</b>	<b>138</b>	<b>162</b>	<b>24</b>	<b>17,2%</b>	<b>90</b>	<b>31,2%</b>
titres annulés (sur exercices antérieurs)-673		0	5	25	2	-23	-91,7%	2	2,9%
subventions aux personnes de droit privé-6745		70	59	92	151	▲ 59	63,4%	82	29,5%
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>12 554</b>	<b>13 174</b>	<b>13 672</b>	<b>14 502</b>	<b>830</b>	<b>6,1%</b>	<b>1 948</b>	<b>4,9%</b>
<i>DEPENSES REELLES SAUF INTERETS</i>		12 525	13 148	13 647	14 465	819	6,0%	1 940	4,9%

Poids de l'énergie en 2022 :

- 8,5% du chapitre 011
- 1,3% des dépenses réelles totales

Les dépenses réelles de fonctionnement ont progressé de +6,1% entre 2021 et 2022.

L'évolution des dépenses en 2022 repose principalement sur :

- la progression des charges de personnel (+413 K€), des autres charges de gestion courante (+385 K€) avec la mutualisation informatique et des charges à caractère général (+246 K€),
- la diminution des atténuations de produits (-249 K€) avec la baisse de l'attribution de compensation.

En structure, les atténuations de produits qui intègrent l'attribution de compensation pour 4 857 K€ représentent la première dépense en 2022, avec 33,5% des dépenses réelles totales, devant les charges de personnel avec 31,1%.

Structure des dépenses réelles de fonctionnement en 2022	
011 - Charges à caractère général	15,3%
012 - Personnel	31,1%
65 - Autres charges de gestion courante	14,8%
66 - Charges financières	0,3%
014 - Atténuations de produits	37,4%
67 - Charges exceptionnelles	1,1%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>

## LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

en milliers d'euros

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	EVOLUTION 2022 / 2021		EVOLUTION 2022 / 2019	
					en valeur	en %	en valeur	moy. annuelle en %
<b>70 - Produits de services</b>	<b>1 126</b>	<b>1 113</b>	<b>1 063</b>	<b>1 308</b>	<b>246</b>	<b>23,1%</b>	<b>182</b>	<b>5,1%</b>
autres droits de stationnement et location-70328	8	13	13	15	2	17,5%	6	20,7%
redevances et droits des services à caractère sportif-70631	353	191	160	292	▲ 132	82,5%	-61	-6,1%
redevances et droits à caractère social-70666	46	106	110	194	▲ 84	76,7%	149	62,2%
mise à disposition de personnel aux budgets annexes-70841	626	693	703	764	▲ 61	8,6%	138	6,9%
mise à disposition de personnel aux communes du GFP-70845	31	50	28	0	-28		-31	
mise à disposition de personnel aux autres organismes-70848	17	18	18	11	-7	-36,8%	-6	-13,1%
remboursements de frais par les budgets annexes-70872	23	32	23	27	3	14,6%	3	4,7%
<b>73 - Impôts et taxes</b>	<b>12 274</b>	<b>12 787</b>	<b>11 720</b>	<b>12 635</b>	<b>915</b>	<b>7,8%</b>	<b>361</b>	<b>1,0%</b>
impôts directs locaux-73111	8 254	8 524	3 252	3 425	▲ 173	5,3%	-4 829	-25,4%
CVAE-73112	2 919	2 894	2 853	2 752	▼ -101	-3,5%	-167	-1,9%
TASCOM-73113	661	634	662	689	▲ 27	4,1%	28	1,4%
FER-73114	312	321	346	398	▲ 52	14,9%	86	8,5%
autres impôts locaux ou assimilés-7318	35	389	131	281	▲ 150		246	
FPIC-73223	90	26	107	0	▼ -107		-90	
taxe pour la GEMAPI-7346	0	0	0	300	▲ 300			
fraction de TVA-7382			4 371	4 789	▲ 419	9,6%		
<b>74 - Dotation subv., participations</b>	<b>2 481</b>	<b>2 571</b>	<b>3 551</b>	<b>3 772</b>	<b>221</b>	<b>6,2%</b>	<b>1 291</b>	<b>15,0%</b>
dotation d'intercommunalité-74124	948	911	879	842	-36	-4,1%	-106	-3,9%
dotation de compensation-74126	940	923	905	885	-20	-2,2%	-55	-2,0%
FCVA-744	6	17	51	41	-10	-19,7%	35	92,7%
DGD-7461	38	21	69	26	-43	-62,4%	-12	-12,3%
autres-74718	45	31	30	72	▲ 42		27	16,8%
région-7472	0,3	0,8	0,4	11	10		10	
département-7473	8	1	1	1	0	-3,6%	-7	-59,3%
autres organismes-7478	166	306	120	306	▲ 187		141	22,7%
compensation CET (CVAE et CFE)-74833	44	55	1 451	1 542	91	6,3%	1 498	
compensation taxes foncières-74834			46	47	1	1,2%		
<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>134</b>	<b>362</b>	<b>163</b>	<b>155</b>	<b>-8</b>	<b>-4,6%</b>	<b>22</b>	<b>5,2%</b>
revenus des immeubles-752	134	137	157	149	-8	-5,1%	15	3,6%
excédent des budgets annexes-7551	0	220	0	0	0		0	
<b>013 - Atténuations de charges</b>	<b>77</b>	<b>80</b>	<b>75</b>	<b>31</b>	<b>-44</b>		<b>-46</b>	
<b>76 - Produits financiers</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
<b>77 - Produits exceptionnels</b>	<b>68</b>	<b>322</b>	<b>12</b>	<b>7</b>	<b>-4</b>	<b>-37,0%</b>	<b>-60</b>	<b>-52,4%</b>
produits des cessions d'immobilisations-775	2	300	4	0	-4		-2	
produits exceptionnels divers-7788	54	13	6	5	-1	-21,9%	-49	-55,0%
<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	<b>0</b>	<b>214</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>	<b>16 159</b>	<b>17 448</b>	<b>16 583</b>	<b>17 909</b>	<b>1 326</b>	<b>8,0%</b>	<b>1 750</b>	<b>3,5%</b>
<b>TOTAL RECETTES REELLES hors produits des cessions d'immobilisations</b>	<b>16 158</b>	<b>17 148</b>	<b>16 579</b>	<b>17 909</b>	<b>1 330</b>	<b>8,0%</b>	<b>1 751</b>	<b>3,5%</b>

Les recettes réelles de fonctionnement progressent de +8,0% entre 2021 et 2022 hors produits des cessions d'immobilisations.

La dynamique des ressources en 2022 s'explique principalement par la progression :

- des impôts et taxes de +915 K€ avec la mise en œuvre de la taxe GEMAPI, la perception de rôles supplémentaires, une actualisation de 9,6% de la fraction de TVA et malgré la baisse de la CVAE de -101 K€ et du FPIC de -107 K€.
- des produits des services de +246 K€.
- des dotations de +221 K€.

Et noter la diminution des atténuations de charges de [-44 K€].

Rapportées aux recettes totales, la fraction de TVA représente en 2022 : 26,7%, la fiscalité directe : 19,1%, la CVAE : 15,4%, les nouvelles compensations fiscales : 8,9%, la dotation de compensation : 4,9%, et la DGF : 4,7%.

Structure des recettes réelles de fonctionnement en 2022	
70 - Produits des services	7,3%
73 - Impôts et taxes	70,6%
74 - Dotation subv., participations	21,1%
75 - Autres produits de gestion courante	0,9%
013 - Atténuations de charges	0,2%
76 - Produits financiers	0,0%
77 - Produits exceptionnels	0,0%
78 - Reprises sur amort. et provisions	0,0%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>

## VI.3. Les recettes fiscales

	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/ 2021	
					en €	en %
Cotisation foncière des entreprises	3 691 956	3 829 088	2 651 062	2 796 045	144 983	+ 5,5%
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	2 919 050	2 894 571	2 854 076	2 751 833	-102 243	- 3,6%
IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES ENTREPRISES DE RESEAUX	311 615	320 572	345 994	397 613	51 619	+ 14,9%
TASCOM	660 954	633 532	661 517	688 948	27 431	+ 4,1%
TAXE HABITATION FONCIER BÂTI	4 090 296	4 215 059	0	0		
FONCIER BÂTI	361 467	382 130	342 688	359 360	16 672	+ 4,9%
FONCIER NON BÂTI	47 954	48 416	48 519	50 102	1 583	+ 3,3%
TAXE GEMAPI				300 034	300 034	
TRANSFERT DU FNB- REGION ET DEPARTEMENT	41 532	41 242	41 404	43 212	1 808	+ 4,4%
Fraction de TVA			4 370 532	4 789 245	418 713	+ 9,6%
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires			167 125	176 193	9 068	+ 5,4%
<b>1 - SOUS-TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>12 124 824</b>	<b>12 364 610</b>	<b>11 482 917</b>	<b>12 352 585</b>	<b>869 668</b>	<b>+ 7,6%</b>
Evolution n/ n-1 en valeurs	817 355	239 786	-881 693	869 668		
Evolution n/ n-1 en %	+7,2%	+ 2,0%	- 7,1%	+ 7,6%		
Taxe d'habitation	285 971	302 627	0	0		
Foncier bâti	248	291	46 433	46 961	528	+ 1,1%
Cotisation foncière des entreprises	43 514	55 406	1 449 466	1 540 768	91 302	+ 6,3%
<b>2 - SOUS-TOTAL COMPENSATION FISCALES</b>	<b>329 733</b>	<b>358 324</b>	<b>1 495 899</b>	<b>1 587 729</b>	<b>91 830</b>	<b>+ 6,1%</b>
Evolution n/ n-1 en valeurs	56 653	28 591	1 137 575	91 830		
Evolution n/ n-1 en %	+ 20,7%	+ 8,7%	+ 317,5%	+ 6,1%		
<b>3 - TOTAL RECETTES &amp; COMPENSATION FISCALES</b>	<b>12 454 557</b>	<b>12 722 934</b>	<b>12 978 816</b>	<b>13 940 314</b>	<b>961 498</b>	<b>+ 7,4%</b>
	874 008	268 377	255 882	961 498		
	+ 7,5%	+ 2,2%	+ 2,0%	+ 7,4%		

### Les principaux facteurs de l'évolution des recettes fiscales 2022 :

**1 - La première revalorisation de la fraction de TVA** qui sert à compenser la suppression de la taxe d'habitation (produit fiscal et compensation) qui était annoncée à +5,5% mais finalement enregistre une progression de 9,6% en fin d'année 2022.

**2 - La mise en œuvre de la taxe GEMAPI.**

**3 - La progression de la CFE de 5,5%.**

## Les bases d'imposition

(en milliers d'euros)

en milliers d'euros

	LES BASES			
	2019	2020	2021	2022
<b>Taxe d'habitation</b>	<b>40 338</b>	<b>41 569</b>	<b>1 648</b>	<b>1 738</b>
<i>Evolution en K€</i>	1 522	1 230	-39 920	89
<i>Evolution globale n/n-1</i>	+3,9%	+3,0%	- 96,0%	+ 5,4%
<b>Foncier bâti</b>	<b>36 147</b>	<b>38 213</b>	<b>34 269</b>	<b>35 936</b>
dont :				
ménages	n.d.	65%	74%	75%
entreprises et commerces	n.d.	35%	26%	25%
<i>Evolution en K€</i>	1 393	2 066	-3 944	1 667
<i>Evolution globale n/n-1</i>	+4,0%	+5,7%	- 10,3%	+ 4,9%
<b>Foncier non bâti</b>	<b>2 220</b>	<b>2 241</b>	<b>2 246</b>	<b>2 320</b>
<i>Evolution en K€</i>	45	21	5	73
<i>Evolution globale n/n-1</i>	+2,1%	+1,0%	+0,2%	+3,3%
<b>CFE</b>	<b>16 230</b>	<b>16 853</b>	<b>11 671</b>	<b>12 314</b>
<i>Evolution en K€</i>	162	624	-5 182	643
<i>Evolution globale n/n-1</i>	+1,0%	+3,8%	- 30,7%	+ 5,5%

uniquement les résidences secondaires

impact réforme

Attribution en 2021 d'une fraction de TVA en remplacement de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Les bases ci-contre correspondent à partir de 2021 à celles des résidences secondaires et autres logements.

Il faut relever en 2021 les effets de la réduction de moitié des bases des entreprises industrielles applicables au foncier bâti et à la CFE qui entraîne un repli des bases très important par rapport à 2020.

L'évolution entre 2021 et 2022 a été de :

- Foncier bâti : +4,9%
- CFE : +5,5%

(\*) L'évolution globale intègre la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives foncières.

Le coefficient de revalorisation était de 2,16% en 2019.

Pour la taxe d'habitation, le coefficient en 2020 a été fixé à 0,9% et à 1,2% pour le foncier bâti.

La revalorisation des bases a été de 0,2% en 2021 et de 3,4% en 2022.

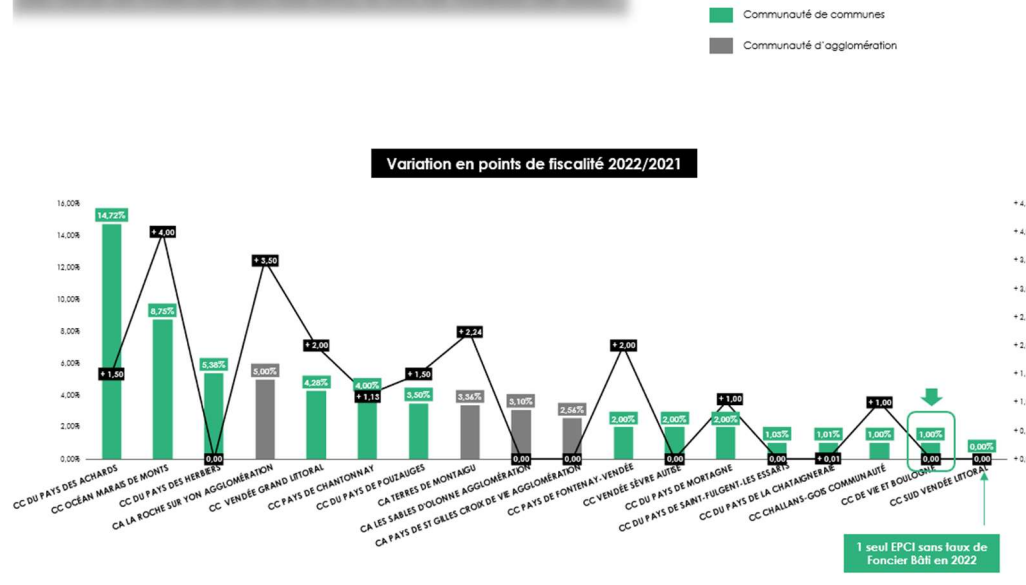
## LES TAUX

	LESTAUX			
	2019	2020	2021	2022
<b>Taxe d'habitation</b>	<b>10,14%</b>	<b>10,14%</b>	<b>10,14%</b>	<b>10,14%</b>
<b>Foncier bâti</b>	<b>1,00%</b>	<b>1,00%</b>	<b>1,00%</b>	<b>1,00%</b>
<b>Foncier non bâti</b>	<b>2,16%</b>	<b>2,16%</b>	<b>2,16%</b>	<b>2,16%</b>
<b>CFE</b>	<b>22,72%</b>	<b>22,72%</b>	<b>22,72%</b>	<b>22,72%</b>

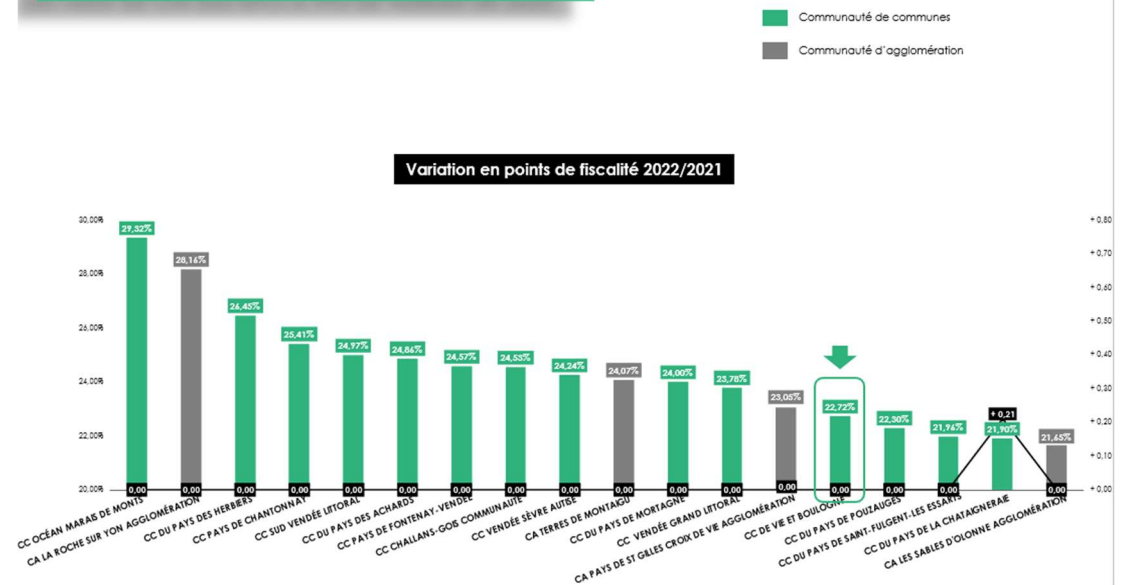
Taux de taxe d'habitation bloqué sur le niveau 2020 jusqu'en 2022.

Stabilité des taux sur la période.

### LES TAUX DE FONCIER BÂTI DES EPCI À FPU DE VENDÉE EN 2022

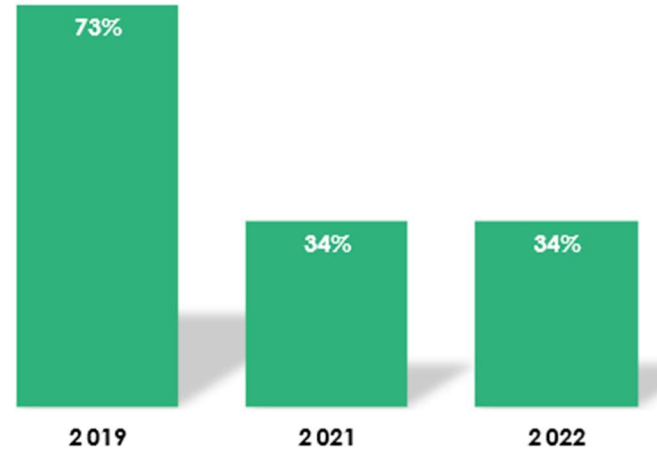


### LES TAUX DE CFE DES EPCI À FPU DE VENDÉE EN 2022



## LES RECETTES FISCALES PILOTABLES DE LA COMMUNAUTÉ APRES LA REFORME FISCALE

### RESSOURCES FISCALES PILOTABLES



- Transformation de la Taxe d'Habitation en fraction de TVA à partir de 2021 mais avec l'intégration d'une compensation fiscale qui renforce son poids.
- Blocage du taux de la nouvelle TH sur les résidences secondaires jusqu'en 2023
- Avec la réforme fiscale de 2021 et la réduction de moitié des bases des entreprises industrielles, les bases totales de la CFE ont baissé de -30,7%.

2019		
1-RESSOURCES PILOTABLES	EN VALEUR	POIDS
Cotisation foncière d'entreprises	3 691 956	31%
<b>TAXE HABITATION</b>	<b>4 090 296</b>	<b>34%</b>
FONCIERBÂTI	361 467	3%
FONCIERNON BÂTI	47 954	0,4%
TASCOM (coefficient)	660 954	5,5%
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>8 852 627</b>	<b>73%</b>
2-RESSOURCES "NON PILOTABLES		
Cotisation sur la valeur ajoutée d'entreprises	2 919 050	24%
IFER	311 615	3%
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>3 230 665</b>	<b>27%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>12 083 292</b>	<b>100%</b>

2022		
1-RESSOURCES PILOTABLES	EN VALEUR	POIDS
Cotisation foncière d'entreprises	2 796 045	23%
FONCIERBÂTI	359 360	3%
FONCIERNON BÂTI	50 102	0%
TASCOM (coefficient)	688 948	6%
TAXE HABITATION SURRESID. SECONDAIRES	176 193	1%
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>4 070 648</b>	<b>34%</b>
2-RESSOURCES "NON PILOTABLES		
<b>FRACTION DETVA</b>	<b>4 789 245</b>	<b>40%</b>
Cotisation sur la valeur ajoutée d'entreprises	2 753 029	23%
IFER	397 613	3%
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>7 939 887</b>	<b>66%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>12 010 535</b>	<b>100%</b>

## VI.4. La dotation d'intercommunalité (DGF)

ELEMENTS DE CALCUL	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/ 2021		Evolution 2022/ 2019	
					en valeur	en %	en valeur	en %
Population DGF	45 145	45 690	46 372	46 791	419	0,9%	1 646	3,65%
Potentiel fiscal par habitant	285,32	300,75	302,66	314,28	12	3,8%	29	10,15%
Potentiel fiscal moyen par habitant	291,36	300,53	308,22	306,61	-2	-0,5%	15	5,23%
Ecart de potentiel fiscal	-2%	0%	-2%	2%				
Coefficient d'intégration fiscale	34,42%	36,50%	36,29%	35,79%	0	-1,4%	0	3,96%
Coefficient d'intégration fiscale moyen	37,29%	38,10%	38,84%	38,96%	0	0,3%	0	4,47%

LES RESULTATS <i>en euros</i>	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022/ 2021		Evolution 2022/ 2019	
					en valeur	en %	en valeur	en %
Réalimentation	0	0	0	0				
Dotation de base	228 300	253 883	251 146	246 369	-4 777	-1,9%	18 069	7,91%
Dotation de péréquation	506 085	555 455	554 424	545 575	-8 849	-1,6%	39 490	7,80%
Bonification								
Garantie	213 619	102 139	73 257	50 486	-22 772	-31,1%	-163 133	-76,37%
Plafonnement							0	
<b>Dotation d'intercommunalité</b>	<b>948 004</b>	<b>911 476</b>	<b>878 827</b>	<b>842 429</b>	<b>-36 398</b>	<b>-4,1%</b>	<b>-105 575</b>	<b>-11,14%</b>
<b>DGF en euros par habitant</b>	<b>21,00</b>	<b>19,95</b>	<b>18,95</b>	<b>18,00</b>	<b>-0,9</b>	<b>-5,0%</b>	<b>-3,0</b>	<b>-14,26%</b>
évolution en %	- 3,48%	- 3,85%	- 3,58%					
évolution en €	-34 135	-36 528	-32 649					

La réforme du calcul de la dotation en 2019 entraîne une très forte modification de l'architecture de la DGF avec la suppression de la dotation de bonification.

Le prélèvement pour le redressement des finances publiques n'est plus déduit après le calcul de la dotation à partir de 2019.

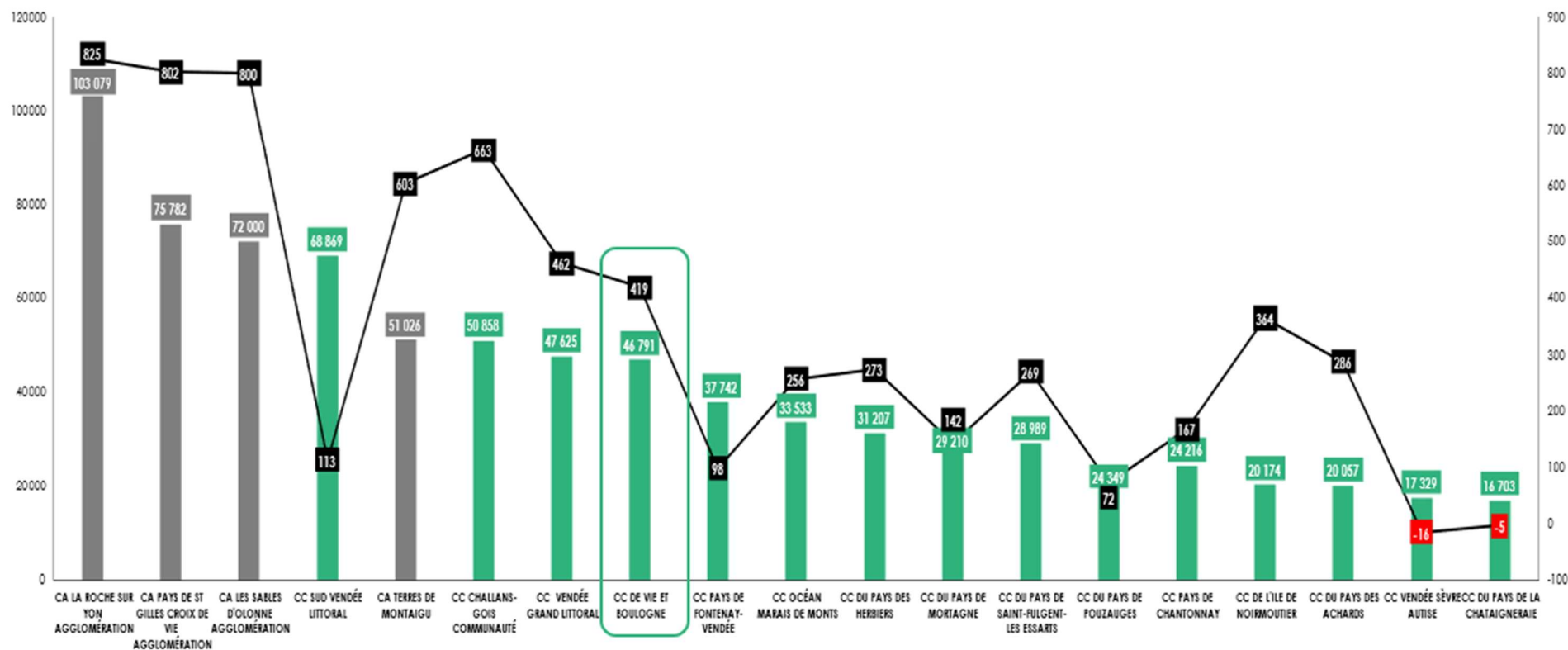
Les caractéristiques de l'exercice 2022 :

- 1- Le CIF diminue faiblement et reste inférieur à la moyenne nationale
- 2- Le montant par habitant diminue de -5% par rapport à 2021. Mais le groupement bénéficie de la croissance de la population en 2022 et connaît une baisse de -4,1 % de la dotation attribuée.
- 3- L'année 2022 confirme une dynamique de la dotation défavorable pour la communauté avec la réforme instaurée par la loi de finances pour 2019 et un niveau de CIF limité.

# POPULATION DGF DES EPCI DE VENDÉE ET ÉVOLUTION 2022/2021

■ Communauté de communes  
■ Communauté d'agglomération

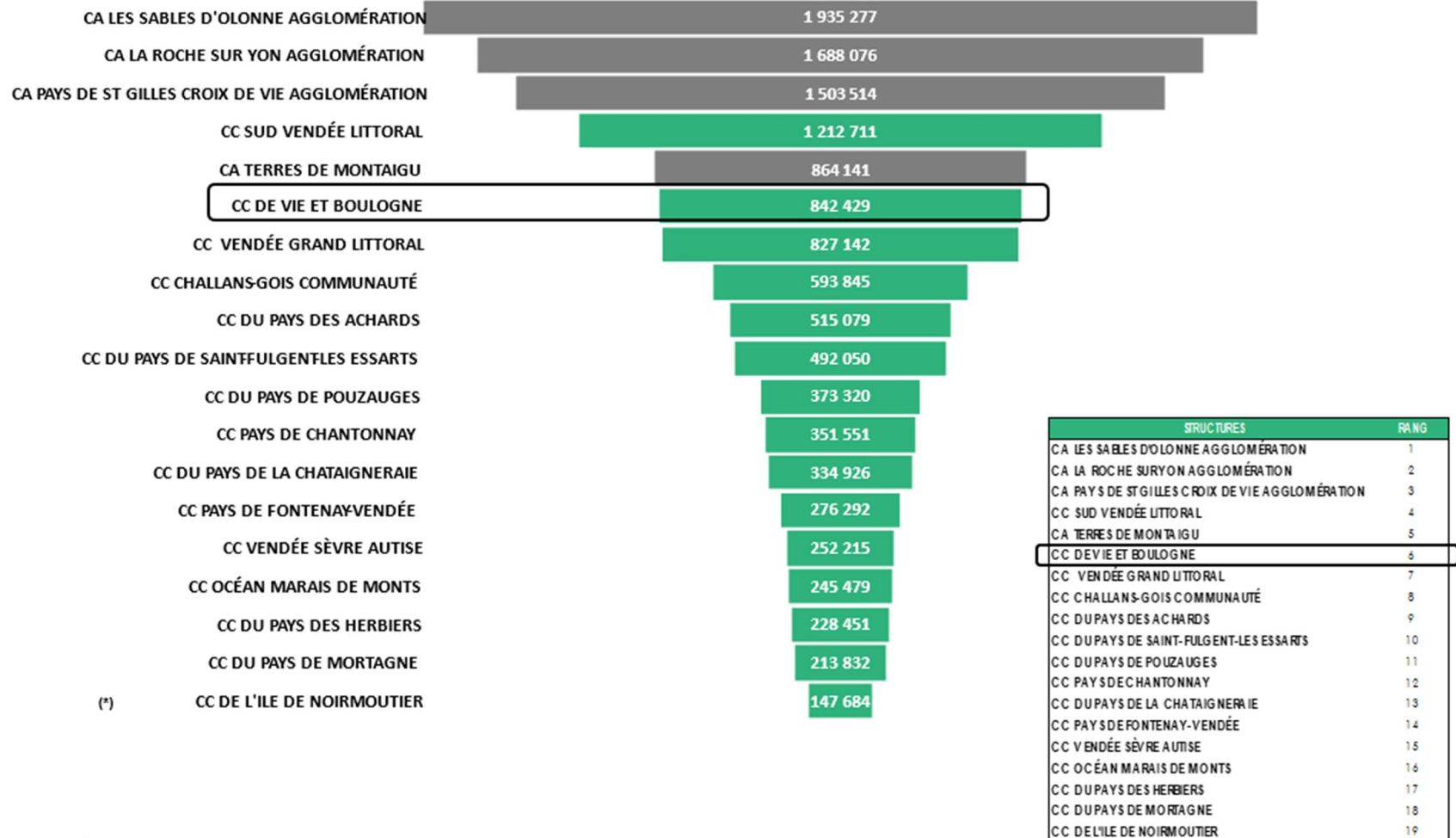
## Évolution de la population 2022/2021



# LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ 2022 DES EPCI DE VENDÉE

en euros

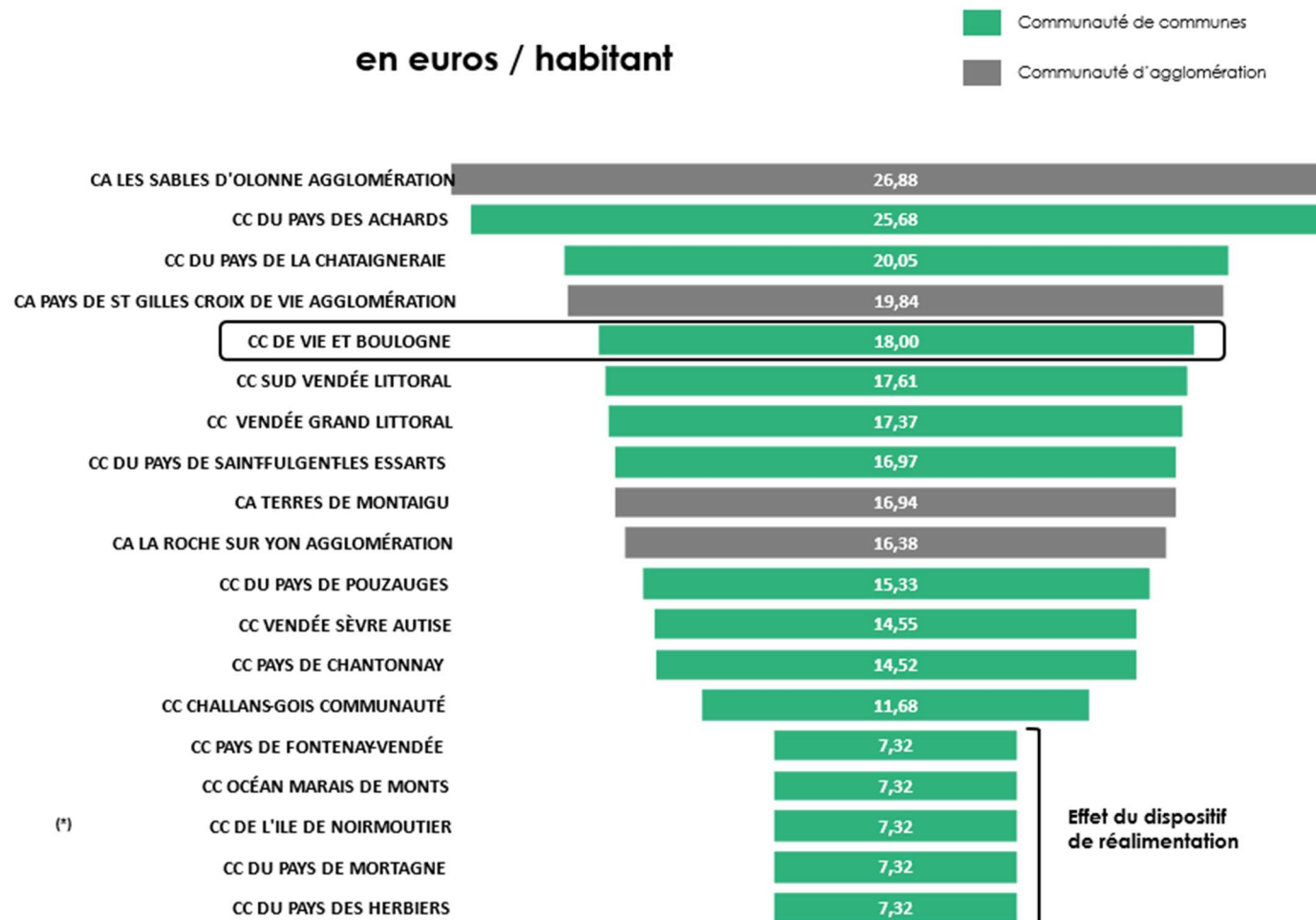
■ Communauté de communes  
■ Communauté d'agglomération



(\*) Fiscalité additionnelle

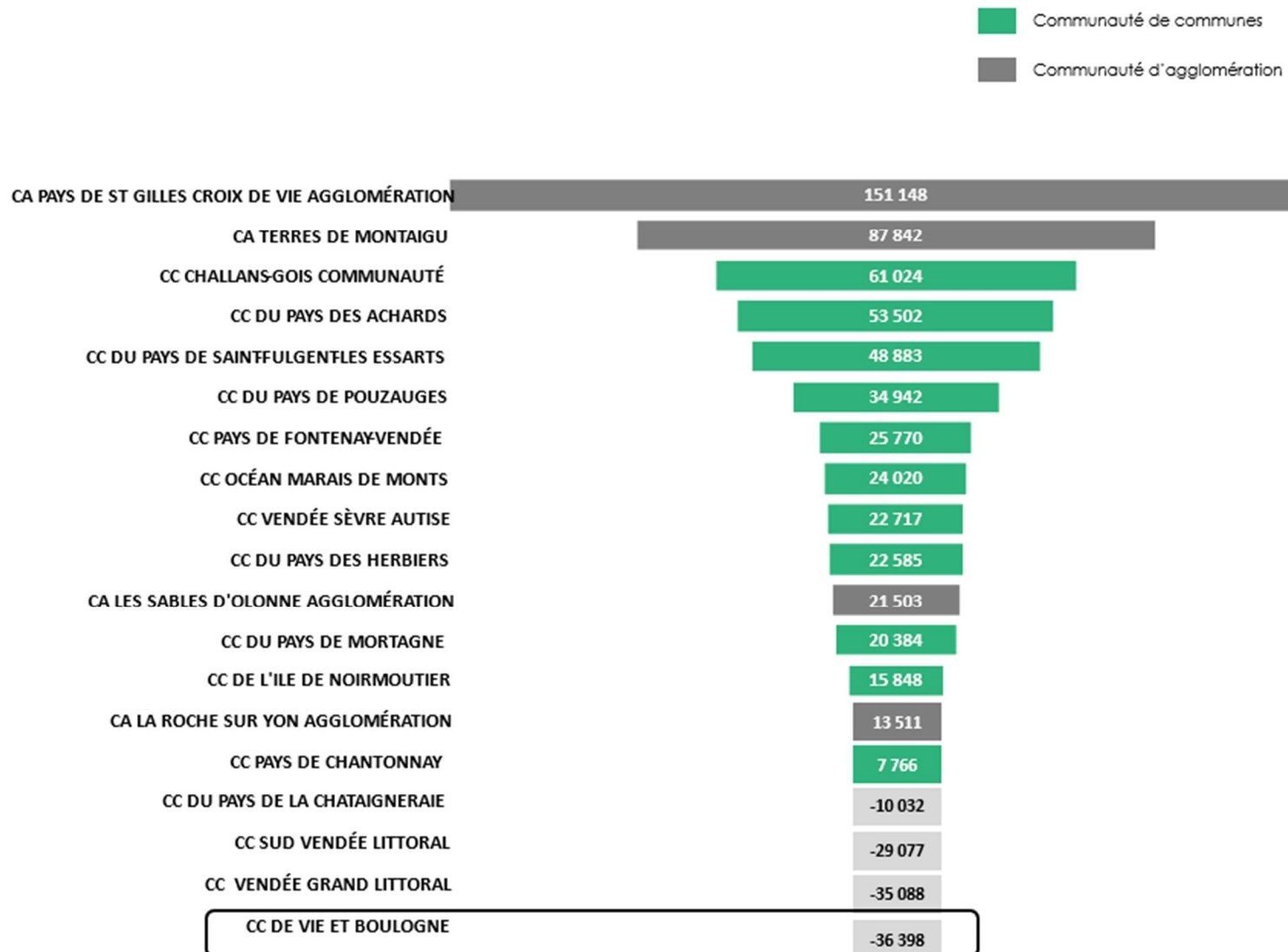
## LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ/HAB. 2022 DES EPCI DE VENDÉE

en euros / habitant



(\*) Fiscalité additionnelle

## L'ÉVOLUTION DE LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ 2022/2021 DES EPCI DE VENDÉE

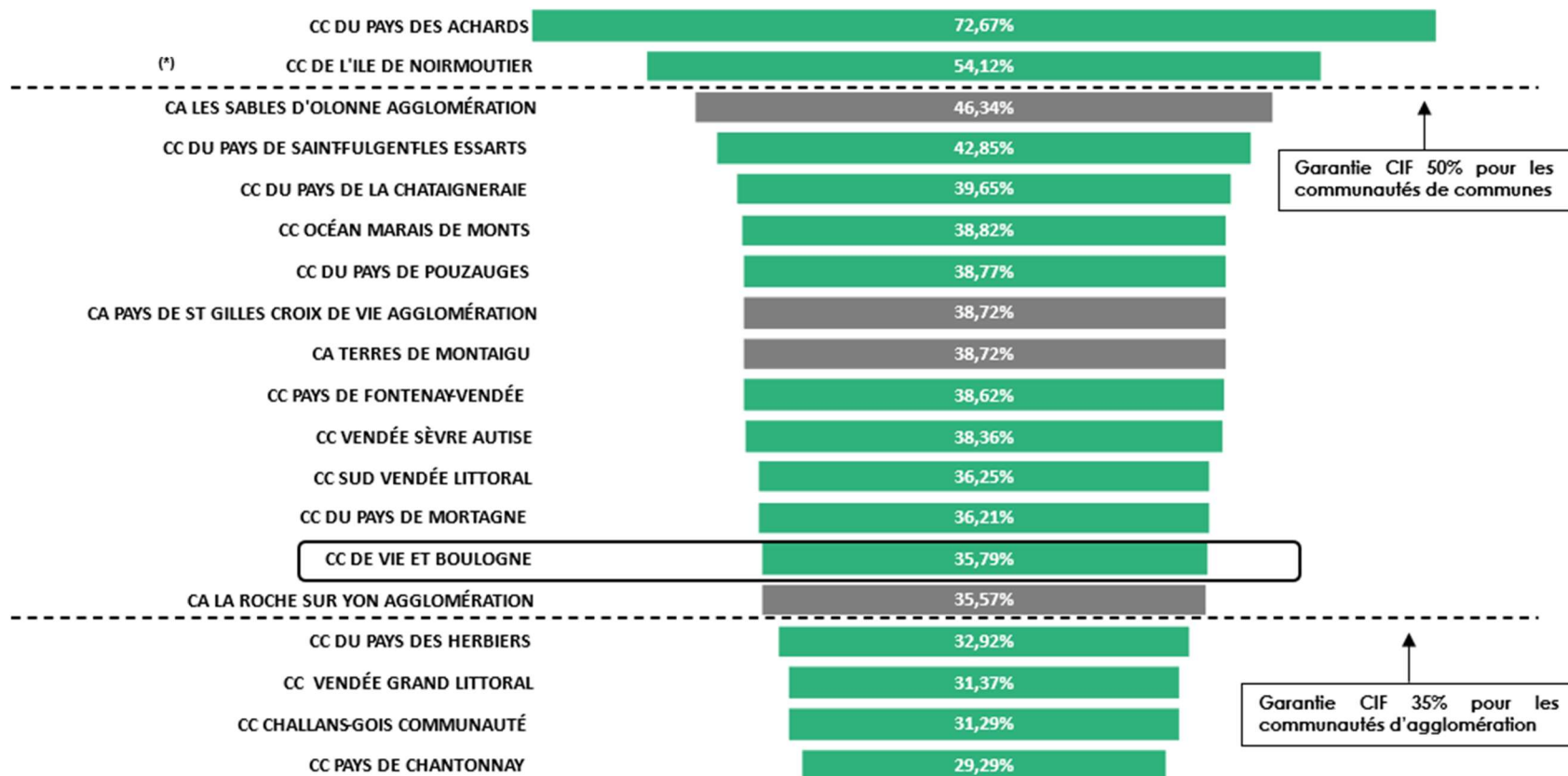


## LE COEFFICIENT D'INTÉGRATION FISCALE 2022 DES EPCI DE VENDÉE

### CIF moyen national en 2022

- CA : 38,72%
- CC à FPU : 38,96%
- CC à fiscalité additionnelle : 35,29%

- Communauté de communes
- Communauté d'agglomération



(\*) Fiscalité additionnelle

## LE COEFFICIENT D'INTEGRATION FISCALE 2019-2022

	2020	2021	2022
<b>Produit Taxe Hab. jusqu'en 2021 et taxes foncières</b>	4 498 902	4 644 782	390 302
<b>Fraction de TVA</b>			<b>4 370 532</b>
<b>Taxe habitation résidences secondaires</b>			<b>167 111</b>
<b>CFE</b>	<b>3 691 717</b>	<b>3 829 235</b>	<b>2 651 223</b>
CVAE	2 919 050	2 894 571	2 854 076
IFER	311 615	320 572	345 994
TASCOM	660 954	633 532	661 517
TFNB	41 479	41 208	41 363
<b>Compensation foncier bâti et CFE</b>			<b>1 435 979</b>
Dot de compensation	939 988	922 802	904 628
TEOM /REOM	<b>3 775 431</b>	<b>3 789 450</b>	<b>3 666 597</b>
DCRTP/GIR	-70 866	-70 866	-70 866
Attrib. de comp.	<b>5 131 263</b>	<b>5 131 263</b>	<b>5 101 078</b>
DSC	500 000	500 000	500 000
<b>Transferts</b>	<b>5 381 263</b>	<b>5 381 263</b>	<b>5 351 078</b>
<b>Numérateur</b>	<b>11 387 007</b>	<b>11 624 023</b>	<b>12 067 378</b>
Produit CC total CDC	12 052 851	12 293 034	12 847 231
Dot de compensation	939 988	922 802	904 628
TEOM/REOM	3 775 431	3 789 450	3 666 597
<b>Produits des communes</b>	<b>14 433 132</b>	<b>15 021 458</b>	<b>16 299 295</b>
<b>Dénominateur</b>	<b>31 201 402</b>	<b>32 026 744</b>	<b>33 717 751</b>
<b>CIF</b>	<b>36,50%</b>	<b>36,29%</b>	<b>35,79%</b>

Il faut noter que le CIF de 2022 diminue de 1,39% par rapport à 2021 avec les effets de la réforme fiscale de 2021 qui entraînent une dynamique plus élevée du dénominateur.

## VI.5. Les équipements et leur financement

en milliers d'euros	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
- Total opérations & subventions d'équipement	3102	3234	6699	7410
- Autres immobilisations financières	0	310	0	2
- Opérations pour compte de tiers	0	44	78	48
- Divers	0	0	2	0
<b>TOTAL A FINANCER (1)</b>	<b>3102</b>	<b>3588</b>	<b>6779</b>	<b>7460</b>
- Autofinancement net	3533	3687	2831	3228
- Cessions	2	300	4	0
- Subventions et participations	505	867	1052	1816
- FCTVA	94	142	741	939
- Taxe d'aménagement	0	66	140	148
- Recettes diverses	0	7	0	0
- Autres immobilisations financières	1	0	1	280
- Opérations pour compte de tiers	0	44	78	48
- Emprunt	0	0	2100	0
<b>TOTAL RECETTES (2)</b>	<b>4135</b>	<b>5112</b>	<b>6946</b>	<b>6459</b>
	4135	5112	6946	6459
<b>VARIATION DU FDS DE ROUL (2) - (1)</b>	<b>1034</b>	<b>1524</b>	<b>167</b>	<b>-1001</b>
<b>Fonds de roulement de clôture</b>	<b>3533</b>	<b>5271</b>	<b>5438</b>	<b>4437</b>

La communauté de communes a réalisé entre 2019 et 2022 un programme d'investissement (hors subventions aux budgets annexes) de **20 444 K€**.

2022 représente 36% du programme.

**Les ressources sur la période se caractérisent par :**

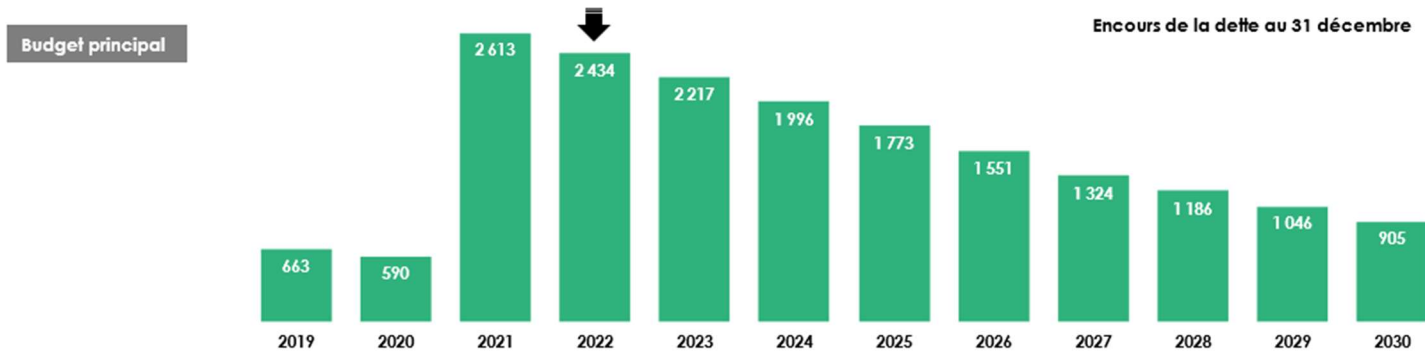
- une capacité d'autofinancement de 13 278 K€,
- la perception de subventions pour 4 241 K€,
- de FCTVA pour un montant total de 1 916 K€,
- la mobilisation de capitaux extérieurs pour 2 100 K€.

Le fonds de roulement de 2022 diminue de 1 001 K€ par rapport à 2021 et représente **4 437 K€**.

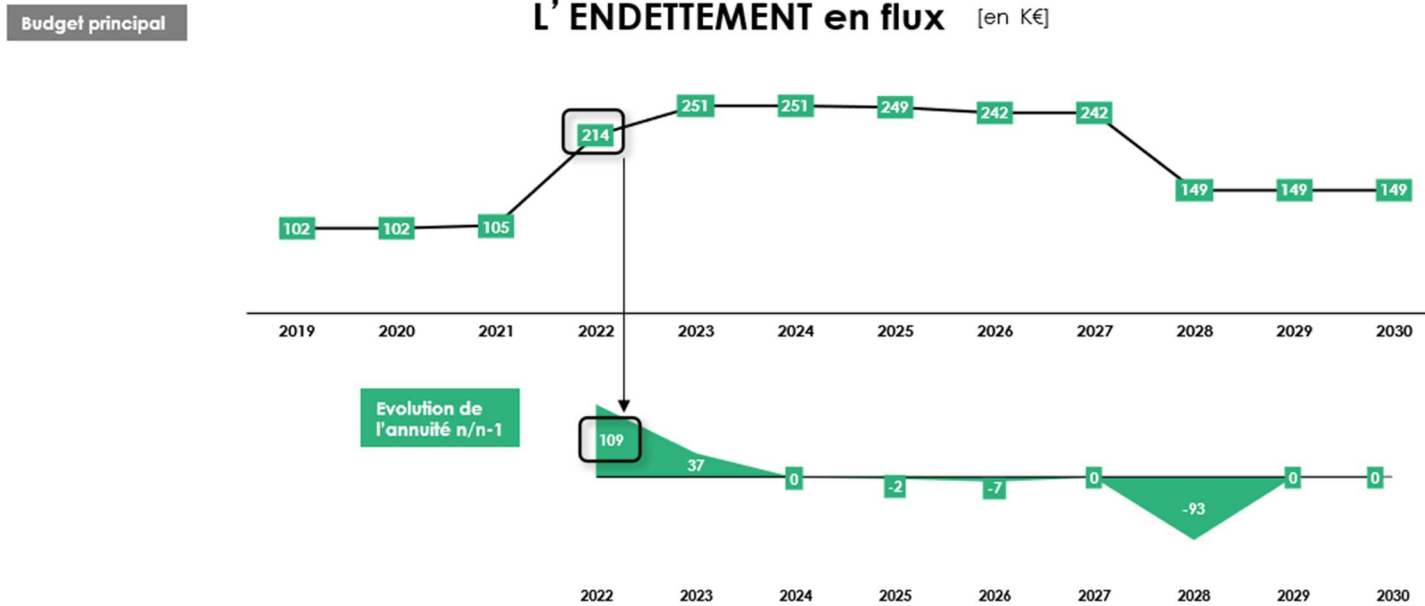


## VI.6. L'endettement du Budget Général au 31 décembre 2022

### L' ENDETTEMENT en stock [en K€]



### L' ENDETTEMENT en flux [en K€]



## VI.7. Les résultats financiers

## ANALYSE DES RESULTATS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022

2022	
<b>FONCTIONNEMENT</b>	
DEPENSES	15 804 403,15
RECETTES	17 944 480,82
<b>RESULTAT EXERCICE</b>	<b>2 140 077,67</b>
RESULTAT n-1 (002)	4 313 238,04
<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>6 453 315,71</b> ←
<b>INVESTISSEMENT</b>	
DEPENSES	7 680 962,56
RECETTES	5 047 197,26
<b>RESULTAT EXERCICE</b>	<b>-2 633 765,30</b>
RESULTAT n-1 (001)	617 525,20
<b>RESULTAT CUMULE</b>	<b>-2 016 240,10</b> ←
<b>RESULTAT CLOTURE</b>	<b>4 437 075,61</b>
<b>RESTES A REALISER</b>	<b>-239 597,00</b> ←
<b>RESULTAT AVEC RESTES A REALISER</b>	<b>4 197 478,61</b>

RESTES A REALISER	
DEPENSES	1 007 372,00
RECETTES	767 775,00

Il doit permettre de couvrir le déficit d'investissement y compris celui des restes à réaliser.  
 Sans déficit d'investissement y compris les RAR, il peut être affecté en totalité au 002 « résultat de fonctionnement reporté » ou être affecté en partie ou totalité au 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé ».

Il va correspondre au 001 « solde d'exécution de la section d'investissement reporté » en n+1.

## VI.8. Synthèse de l'analyse rétrospective

**1**

**Les dépenses réelles de fonctionnement ont progressé de +6,1% entre 2021 et 2022.**

L'évolution des dépenses en 2022 repose principalement sur :

- la **progression** des charges de personnel (+413 K€), des autres charges de gestion courante (+385 K€) avec la mutualisation informatique et des charges à caractère général (+246 K€),
- la **diminution** des atténuations de produits (-249 K€) avec la baisse de l'attribution de compensation.

**En structure**, les atténuations de produits qui intègrent l'attribution de compensation pour 4 857 K€ représentent la première dépense en 2022, avec 33,5% des dépenses réelles totales, devant les charges de personnel avec 31,1%.

**Les recettes réelles de fonctionnement progressent de +8,0% entre 2021 et 2022 hors produits des cessions d'immobilisations.**

La dynamique des ressources en 2022 s'explique principalement par la progression :

- **des impôts et taxes de +915 K€** avec la mise en œuvre de la taxe GEMAPI, la perception de rôles supplémentaires, une actualisation de 9,6% de la fraction de TVA et malgré la baisse de la CVAE de -101 K€ et du FPIC de -107 K€,
- **des produits des services de +246 K€**,
- **des dotations de +221 K€**.

Et noter la **diminution** des atténuations de charges de (-44 K€).

**Rapportées aux recettes totales**, la fraction de TVA représente en 2022 : 26,7%, la fiscalité directe : 19,1%, la CVAE : 15,4%, les nouvelles compensations fiscales : 8,9%, la dotation de compensation : 4,9%, et la DGF : 4,7%.

**2**

**La CAF nette en 2022 progresse de 397 K€ par rapport à 2021 et représente 3 228 K€. Il faut noter l'évolution des charges de fonctionnement de +830 K€ et la progression des recettes de fonctionnement de +1 330 K€ (hors produits des cessions d'immobilisations).**

**La capacité dynamique de désendettement en 2022** est de : 0,7 année pour rembourser le capital de la dette.

**3**

**Le programme d'investissement sur la période 2019-2022** atteint 20,4 millions d'euros (équipements et subventions). La communauté de communes a mobilisé des capitaux extérieurs pour un montant de 2,1 millions d'euros sur cette période.

## VII. ANALYSE FINANCIERE PROSPECTIVE 2023 – 2026 DU BUDGET GENERAL

(Extraits du document JMS Consultants)

Compte tenu de l'analyse des résultats financiers 2022 et de l'analyse financière rétrospective pour la période 2019 - 2022, l'analyse prospective est présentée avec les hypothèses suivantes :

- Des dépenses de fonctionnement en forte hausse en 2023 due à un décalage de certaines dépenses prévues en 2022 mais non réalisées (notamment l'entretien de voirie, recrutements moins importants que prévus...), la forte hausse du coût de l'énergie et des matériaux, la poursuite du PCAET et de la mobilité, des actions de développement économique, la consolidation des postes créés en 2022 et la revalorisation du point d'indice sur une année pleine... puis une progression annuelle stabilisée autour de 2% par an à partir de 2024.
- Correction de l'attribution de compensation pour tenir compte des effets de la mutualisation informatique avec les communes.
- Renforcement de la taxe GEMAPI avec un produit proposé à 350 000 € afin de couvrir les dépenses relatives à cette compétence.
- Revalorisation des bases fiscales de 7,1%.
- Perte de la CVAE et compensation dans le cadre de la fraction de TVA.
- Proposition de 2 scénarios : le 1er avec une pression fiscale stable en 2023 et le second avec l'augmentation d'un point du taux de foncier bâti en 2023 afin de consolider les ressources.
- Evolution du coefficient de Tascom de 0,05 points pour atteindre 1,30 en 2023 conformément à la délibération du Conseil communautaire en date du 26 septembre 2022 (dernière évolution possible en application de l'article 1388 quinquies C du CGI).
- Progression de la fraction de TVA de 5,1% conformément au PLF 2023, puis 3% à partir de 2024.
- FPIC 2023 en légère progression qui devrait être reversé à 100% aux communes.
- Dotation de solidarité stable sur la période à 500 K€ par an.
- Enveloppe des fonds de concours aux communes maintenue à 1,4 M€, dont 400 000 € pour les projets communaux ayant un intérêt intercommunal.
- Au niveau du Plan Pluriannuel d'Investissement, poursuite des autorisations de programme et de crédits de paiement pour les opérations les plus importantes afin d'étaler les dépenses sur plusieurs exercices et d'avoir une meilleure visibilité budgétaire, création d'une nouvelle autorisation de programme pour l'apport en numéraire à la société Vie et Boulogne Energie et ajustement des opérations en cours.
- Emprunt annuel à taux fixe sur 20 ans à 3,70% en 2023.

## VII.1. Les dépenses réelles de fonctionnement

en milliers d'euros	2022	2023	2024	2025	2026	OBSERVATIONS
Charges à caractère général	2 226	3 188	3 284	3 382	3 484	2023 : données de la CC puis +3%/an.
Charges de personnel	4 509	5 054	5 180	5 310	5 442	2023 : données de la CC puis +2,5%/an
Autres charges de gestion courante	2 140	2 555	2 493	2 580	2 668	
Droits informatique en nuage	447	333	339	346	353	évolution de +2%/an après 2023
Déficit budget annexe	300	350	357	364	371	Budgets : TOURISME
Indemnités élus et formation	185	202	204	206	208	évolution de +1%/an
Pertes sur créances	0	5	5	5	5	provisions
Contributions organismes de regroupement	320	302	352	402	452	Impact compétences GEMAPI
Service incendie	624	650	670	690	711	2023 : données officielles du SDIS
Subventions autres organismes publics	15	15	16	17	18	Fonds d'aide aux jeunes et FSL
Subventions de fonct. pers. de droit privé	250	225	250	250	250	enveloppe stabilisée après 2021
Autres	0	3				
Subventions aux ménages	0	470	300	300	300	2023 : intègre 156 K€ au titre de 2022. ( OPAH/mobilité)
Atténuations de produits - Attribution de comp.	4 857	4 850	4 904	4 904	4 904	mutualisation en 2022 : -245 K€
Atténuations de produits - DSC	500	500	500	500	500	enveloppe stable : pacte financier
Reversement FPIC	0	0	0	0	0	non intégré
Dégrèvement	0,8	1	1	1	1	provisions
Prélèvement FNGIR	71	71	71	71	71	Effet du regroupement en 2017 avec le départ de SAINT CHRISTOPHE DULIGNERON
Autres charges financières	0	0	0	0	0	
Subventions budgets annexes	0	0	0	0	0	non intégré
Subventions fermiers et concessionnaires	0	0	0	0	0	non intégré
Autres charges spécifiques	162	0	0	0	0	provisions OPAH / mobilités jusqu'en 2022 puis transfert au chapitre 65 en 2023 avec l'effet de la M57
Provisions	0	0	0	0	0	non intégré
<b>Total dépenses réelles sauf intérêts</b>	<b>14 466</b>	<b>16 219</b>	<b>16 433</b>	<b>16 748</b>	<b>17 070</b>	
Evolution (n/n-1) en valeurs	819	1 753	214	315	322	
Evolution (n/n-1) en %	6,0%	12,1%	1,3%	1,9%	1,9%	

Objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur

Les charges à caractère général : elles progressent en 2023 de 43% soit +962 K€ avec notamment les effets du coût de l'énergie, du PCAET, des actions du développement économique, de la voirie, de la mobilité, de la communication, la simulation teste ensuite une progression annuelle de 3%/an après 2023.

Les charges de personnel : en 2023 les charges évoluent de +12% soit +545 K€ avec un effet « année pleine » des recrutements effectués en 2022, et de la revalorisation du point d'indice. Elles progressent de +2,5%/an après 2023.

Les données sur les participations aux budgets annexes concernent la compétence tourisme. Le chapitre 65 progresse sensiblement en 2023 avec l'effet du passage à la M57 et d'un report de subventions de 156 K€ sur les subventions aux ménages.

Les subventions aux personnes de droit privé sont considérées comme stables après 2024.

L'attribution de compensation 2023 sera corrigée des effets de la mutualisation informatique avec les communes.

Les données de la dotation de solidarité sont stables sur la période.

## VII.1.1 L'attribution de compensation

## ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2022 &amp; 2023 -FONCTIONNEMENT

	ATTRIBUTION DE COMPENSATION prévisionnelle 2021	ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2022	ATTRIBUTION DE COMPENSATION prévisionnelle 2023
AIZENAY	1 625 452,00	1 533 622,31	1 533 622,31
APREMONT	91 323,00	86 022,90	86 022,90
BEAUFOU	118 177,00	112 170,90	112 170,90
BELLEVIGNY	770 019,00	770 019,00	770 019,00
FALLERON	237 596,00	213 441,91	213 441,91
GRAND'LANDES	77 038,00	70 255,54	70 255,54
LA CHAPELLE PALLAU	5 827,00	-1 370,82	-1 370,82
LA GENETOUZE	93 793,00	83 674,44	83 674,44
LEPOIRE SURVIE	1 114 848,00	1 072 373,55	1 072 373,55
LES LUCS SUR BOULOGNE	461 406,00	461 406,00	461 406,00
MACHE	12 853,00	5 228,91	5 228,91
PALLAU	70 277,00	51 744,91	51 744,91
SAIN DENIS LA CHEVASSE	235 579,00	235 579,00	235 579,00
SAIN TETENNE DU BOIS	73 848,00	58 337,63	58 337,63
SAINTPAULMONTPENIT	113 042,00	103 216,54	103 216,54
<b>TOTAL</b>	<b>5 101 078,00</b>	<b>4 855 722,72</b>	<b>4 855 722,72</b>
Evolution n/n-1		-245 355,28	0,00

A noter que le coût du service mutualisé 2022 à impacter sur l'attribution de compensation 2023 n'a pas encore été calculé.

## VII.1.2 Les dispositifs de péréquation

**La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) 2023**

	DSC 2022	DSC 2023	Evolution n/ n-1
AIZENAY	100 126	100 945	819
APREMONT	22 510	23 339	829
BEAUFOU	20 766	20 235	-530
BELLEIGNY	61 223	59 631	-1 592
CHAPELLE-PALLUAU	10 707	11 257	549
FALLERON	21 842	21 949	107
LA GENÉTOUZE	20 363	20 673	310
GRAND-LANDES	11 280	11 608	328
LUCS-SUR-BOULOGNE	42 919	42 870	-50
MACHE	18 671	18 733	62
PALLUAU	12 857	12 767	-90
POIRE-SUR-VIE	86 471	85 740	-731
SAIN T-DENIS-LA-CHEVASSE	29 658	30 105	447
SAIN T-ETIENNE-DU-BOIS	28 690	28 297	-392
SAIN T-PAUL-MONT-PENIT	11 917	11 850	-67
<b>TOTAL</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>	<b>0</b>

**De faibles évolutions en 2023**

La loi de finances pour 2020 a abrogé l'article 1609 nonies C du CGI sur la partie de la DSC et crée un article L.5211-28-4 dans le CGCT qui précise que :

**La DSC doit tenir compte de l'écart de revenu/habitant au revenu moyen de l'EPCI et de l'insuffisance de potentiel financier / hab. au regard du potentiel moyen de l'EPCI.**

Les 2 critères sont pondérés par la population totale et sont utilisés à hauteur d'au moins 35% de la répartition. Des critères complémentaires peuvent être choisis.

Les critères choisis en 2022 sont maintenus en 2023, à savoir :

	ENVELOPE	
	€	%
insuffisance de potentiel financier à population	100 000	20%
écart de revenu/moyenne de la CC à population	300 000	60%
superficie	100 000	20%
<b>TOTAL</b>	<b>500 000 €</b>	<b>100%</b>

## Le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) 2023

### LA MISE EN OEUVRE D'UNE PEREQUATION HORIZONTALE



Sont prélevés les ensembles intercommunaux (communes + groupement) et les communes isolées dont le potentiel financier agrégé /habitant est supérieur à 90% du potentiel financier agrégé moyen /habitant.

Bénéficient d'une attribution 60% des ensembles intercommunaux et des communes isolées classés en fonction décroissante d'un indice synthétique de ressources et de charges

### Un FPIC national marqué par le blocage de l'enveloppe à 1 milliard d'euros

La loi de finances 2012 a prévu à compter de 2012, la création à destination des communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, d'un fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales (FPIC) avec une progressivité de l'enveloppe de 150 M€ en 2012 à 2% des recettes fiscales en 2016.

Le FPIC devait atteindre alors 2% des recettes fiscales dès 2016 (soit 1,1 milliard) mais la loi de finances pour 2016 a bloqué ce montant à 1 milliard. La loi de finances pour 2023 maintient le gel du montant comme en 2022 à 1 milliard.



### FPIC 2022

CA CUL DU FPIC	CC VIE & BOULOGNE 2022
REVENUS	627 565 63
POP INSEE	45 576
REVENUS COMMUNAUTE / POP INSEE	13 770
REVENU MOYEN France	15 809
PFA territoire	515
PFA MOYEN NATIONAL PAR HABITANT	645,9
EFFORT FISCAL MOYEN	1,15
EFFORT FISCAL CC	1,22
Coefficient POT FINANCIER AGREG. 75%	-0,09
Coefficient Revenu 25%	-0,03
INDICE SYNTHETIQUE DE PRELEVEMENT	0,00
INDICE SYNTHETIQUE DE REVERSEMENT	1,16
Population DGF	45 791
Valeur de point de prélèvement	-116,03
Valeur de point de reversement	23,92
PRELEVEMENT FPIC	0
REVERSEMENT FPIC	1 297 377
SOLDE FPIC	1 297 377
DO NNEES OFFICIELLES	
PRELEVEMENT	0
REVERSEMENT	1 297 378
SOLDE FPIC 2022	1 297 378
ECART Simulation // données officielles solde	-1
Ring de miéréligible Métropole	745
CC VIE & Boulogne	392
Ecart au de miéréligible	-353

### FPIC 2023

CA CUL DU FPIC	CC VIE & BOULOGNE 2023
REVENUS	643 255 112
POP INSEE	46 207
REVENUS COMMUNAUTE / POP INSEE	13 921
REVENU MOYEN France	15 809
PFA territoire	514
PFA MOYEN NATIONAL PAR HABITANT	645,9
EFFORT FISCAL MOYEN	1,15
EFFORT FISCAL CC	1,22
Coefficient POT FINANCIER AGREG. 75%	-0,09
Coefficient Revenu 25%	-0,03
INDICE SYNTHETIQUE DE PRELEVEMENT	0,00
INDICE SYNTHETIQUE DE REVERSEMENT	1,15
Population DGF	47 422
Valeur de point de prélèvement	-116,85
Valeur de point de reversement	24,00
PRELEVEMENT FPIC	0
REVERSEMENT FPIC	1 310 417
SOLDE FPIC	1 310 417

La réforme fiscale des indicateurs de richesse dans le cadre de la loi de finances de 2022 rentre en application à partir de 2023 mais le groupement connaît une progression de sa population qui la limiter l'évolution de son potentiel financier agrégé.

## VII.2. Les recettes réelles de fonctionnement

### SCENARIO N° 1

en milliers d'euros	2022	2023	2024	2025	2026	OBSERVATIONS
<b>Produits de services</b>	<b>1 308</b>	<b>1 266</b>	<b>1 293</b>	<b>1 461</b>	<b>1 480</b>	<b>TOTALoom pte 70</b>
Autres droits de stationnement	15	10	10	10	10	Evolution de +1%/an
Red. et droits des services à caractère sportifs	292	300	310	460	460	plans : réouverture Aizany
Red. et droits des services à caractère social	194	135	136	138	139	2023 : diminution puis évolution de +1%/an RAM
Mises à disposition budgets annexes	764	780	796	812	828	donnée CC pour 2023 puis évolution de +2%/an
autres organismes	11	7	7	7	7	remboursement Vedica
Budgets annexes	27	29	29	29	29	stabilité
Autres redevables	1	2	2	2	2	stabilité
Produits activités annexes	5	4	4	4	4	Evolution de +1%/an
<b>Impôt et taxes</b>	<b>12 635</b>	<b>12 921</b>	<b>13 374</b>	<b>13 815</b>	<b>14 200</b>	<b>TOTALoom pte 73</b>
Fiscalité ménages	409	436	456	470	483	2021 : suppression de la taxe d'habitation- uniquement les taxes foncières
Rôles supplémentaires	279	0	0	0	0	
Fraction TVA	4 789	7 808	8 042	8 284	8 532	2023 : Taxe habitation et mécanisme de compensation de la CVAE
TH résidences secondaires	176	189	198	205	211	Effet réforme de la TH avec un pouvoir de taux en 2023
Cotisation foncière	2 798	2 952	3 070	3 177	3 273	Pression fiscale stable sur la période
Cotisation sur la valeur ajoutée	2 752	0				suppression en 2023
TASCOM	689	723	731	738	745	1,25 en 2022/ 1,30 en 2023
IFER	398	415	427	440	453	Evolution de -4,3% en 2023
RNB additionnel	43	46	49	50	52	
Taxe GEMAPI	300	350	400	450	450	Mise en place en 2022
FPIC	0	0	0	0	0	Hypothèse du FPIC 100% reversé aux communes
Attribution de compensation	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	La Chapelle Palluau
<b>Dotations et subventions</b>	<b>3 772</b>	<b>3 915</b>	<b>3 780</b>	<b>3 834</b>	<b>3 882</b>	<b>TOTALoom pte 74</b>
Dotations de compensation	885	879	861	844	827	baïsse de -0,7% en 2023 puis -2% en après 2023
Dotations d'intercommunalité	842	801	809	817	825	2023 : système de garantie retenu
Compensation foncier bâti	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
Autres allocations CFE	2	1	1	1	1	
Allocations (base minimum CFE)	69	72	76	79	83	Mise en place en 2019 : compensation fiscale entreprise de -6000€ de CA
Compensation valeur locat. étab. ind. FB	47	50	52	54	56	Création en 2021 pour neutraliser la réduction de moitié de la valeur loc. des étab. industriels
Compensation valeur locat. étab. ind. CFE	1 471	1 576	1 655	1 713	1 764	Création en 2021 pour neutraliser la réduction de moitié de la valeur loc. des étab. industriels
FC TVA	41	40	40	40	40	provisions
DGD	26	0	0	0	0	PLU et bibliothèques 3 ans
Région	11	42	0	0	0	
Département	1	0	0	0	0	non intégré
Autres	72	109	51	51	51	PCAET & mobilité & France service
Autres organismes	306	346	235	235	235	selon données du groupement
Revenus de immeubles	149	142	142	142	142	selon données du groupement
Revenus fermiers	5	2	2	2	2	selon données du groupement
Produits divers de gestion courante	2	0	0	0	0	
Produits financiers	0	0	0	0	0	non intégré
Remboursement charges de personnel	31	17	17	17	17	provisions
Produits spécifiques	7	0	0	0	0	non intégré
Produits de cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	selon données du groupement
Reprise de provisions	0	0	0	0	0	selon données du groupement
<b>Total recettes réelles</b>	<b>17 909</b>	<b>18 263</b>	<b>18 608</b>	<b>19 272</b>	<b>19 724</b>	
Evolution (n/n-1) en valeurs	1 326	354	345	663	453	
Evolution (n/n-1) en %	8,0%	2,0%	1,9%	3,6%	2,3%	

**Exercice 2023 :**

- Revalorisation des bases fiscales de 7,1%
- Perte de la CVAE et compensation dans le cadre de la fraction de TVA
- Renforcement de la taxe GEMAPI à 350 K€

## VII.2.1 La fiscalité « ménages »

## SCENARIO N° 1 PRESSION FISCALE STABLE en 2023

Evolution des bases n/n-1	2022	2023	2024	2025	2026	
Taxe foncier bâti	4,9%	7,5%	5,0%	3,5%	3,0%	
Taxe foncier non bâti	3,3%	7%	4,0%	2,0%	2,0%	
<b>BASES</b>						
Base de foncier bâti	35 936	38 631	40 563	41 982	43 242	
Base de foncier non bâti	2 320	2 321	2 322	2 323	2 323	
<b>TAUX</b>						
Taxe foncier bâti	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	
Taxe foncier non bâti	2,16	2,16	2,16	2,16	2,16	
<b>PRODUIT</b>						
Produit TFB	359	386	406	420	432	
Produit TFNB	50	50	50	50	50	
Produit fiscal taxes foncières	409	436	456	470	483	
	Evolution n/n-1 en K€	18	27	19	14	13
	Evolution n/n-1 en %	4,67%	6,59%	4,43%	3,12%	2,68%
<b>Fraction de TVA</b>						
	4 789	7 808	8 042	8 284	8 532	
	Evolution n/n-1 en K€	419	3 019	234	241	249
	Evolution n/n-1 en %	9,6%	63,0%	3,0%	3,0%	3,0%
<b>Compensation FB entre. Ind.</b>						
	47	50	52	54	56	
<b>TH résidences secondaires</b>						
Base	1 738	1 861	1 954	2 022	2 083	
Taux	10,14	10	10	10	10	
Produit Taxe Hab. résidences secondaires	176	189	198	205	211	
<b>Produit taxes foncières et Taxe Hab. résidences secondaires</b>						
	586	625	654	675	694	
	Evolution n/n-1 en K€	39	29	21	19	
	Evolution n/n-1 en %	6,7%	4,6%	3,2%	2,8%	

**La revalorisation des bases** des terrains, des locaux d'habitation et industriels est calculée en fonction de l'évolution entre novembre 2021 et novembre 2022 de l'indice des prix à la consommation harmonisé. L'indice a atteint en novembre 2022 : 7.1%.

**La fraction de TVA** est testée en 2023 avec une croissance nationale estimée à 5,1% puis de +3%/an à partir de 2024. La modification majeure est l'intégration de la moyenne de la CVAE entre 2020 et 2023 dans le calcul de la fraction, en plus de la part relative à la taxe d'habitation.

**Le taux taxe d'habitation sur les résidences secondaires** à partir de 2023 pourrait évoluer avec une liaison avec les taxes foncières.

## VII.2.2 La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)

**SCENARIO N° 1 PRESSION FISCALE STABLE**

	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Evolution en % des bases</b>	5,5%	6%	4%	3,5%	3%
<b>Base de CFE</b>	12 314	12 992	13 512	13 985	14 404
<b>Taux CFE</b>	22,72	22,72	22,72	22,72	22,72
Evolution n/n-1 en %	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Produit CFE</b>	2 798	2 952	3 070	3 177	3 273
Evolution en valeurs	146	154	118	107	95
Evolution en %	5,51%	5,51%	4,00%	3,50%	3,00%
<b>Comp. Val. Loca. Ind. 50% (2)</b>	1 471	1 576	1 655	1 713	1 764
<b>Total (3) Produit et compensation</b>	4 269	4 528	4 725	4 890	5 037
Evolution en valeurs	228	259	197	165	147
Evolution en %	5,6%	6,1%	4,3%	3,5%	3,0%

La base 2021 subit les effets de l'article 29 de la loi de finances 2021 qui prévoit une diminution de moitié de la base des établissements industriels avec en contre partie la mise en place d'une nouvelle compensation fiscale qui vient compenser l'effet de diminution de la valeur locative des établissements industriels mais avec la prise en compte du taux 2020 de la communauté de communes.

L'exercice 2023 a été simulé à partir du fichier des dominants de la CFE.

Il faut relever qu'en 2022 la communauté n'était pas éligible au dispositif de la majoration spéciale de CFE.

Les variations des taux des taxes foncières des communes en 2022 vont apporter une marge de manœuvre dans le cadre du droit commun. Cette dernière pourra être capitalisée pendant 3 années.

## VII.2.3 La fraction de TVA et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

Illustration du calcul **incomplet** de la fraction de TVA 2023 consacrée à la compensation de la CVAE car la loi de finances pour 2023 prévoit l'intégration des données de 2023 dans la formule de calcul et ces dernières ne sont pas disponibles.

	2020	2021	2022	2023	2023
<b>Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises</b>	<b>2 894 571</b>	<b>2 854 076</b>	<b>2 751 833</b>	<b>2 889 425</b>	<b>2 614 241</b>
Evolution n/n-1 en valeurs	-2 4479	-40 495	-102 243	137 592	-137 592
Evolution n/n-1 en %	-0,8%	-1,4%	-3,6%	+5,0%	-5,0%
<b>Compensation CVAE</b>	<b>0</b>	<b>1 121</b>	<b>1 196</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>2 894 571</b>	<b>2 855 197</b>	<b>2 753 029</b>	<b>2 889 425</b>	<b>2 614 241</b>

<b>Moyenne 2020-2022 :</b>	<b>2 834 266</b>
<b>Moyenne 2020-2023 (2023 en croissance de +5%)</b>	<b>2 848 055</b>
<b>Moyenne 2020-2023 (2023 en baisse de -5%)</b>	<b>2 779 260</b>

Pour les collectivités, elles recevront une compensation dès 2023 assise sur une nouvelle fraction de TVA selon la formule suivante :

Moyenne du produit CVAE 2020 à 2023 + Moyenne des compensations d'exonération 2020 à 2023

TVA 2022

Le montant de la fraction de TVA est divisé en 2 parts :

- Une part fixe égale à la moyenne du produit de CVAE perçu entre 2020 et 2023 et des compensations d'exonérations sur la même période.
- Une seconde part affectée à un fonds national d'attractivité économique des territoires correspondant à la différence si elle est positive entre la fraction de TVA et la part fixe.
- Ce fonds est réparti en tenant compte du dynamisme des territoires selon des modalités définies par décret. Il devrait prendre en compte notamment la progression des bases de la CFE et le nombre de salariés.

1- ENVELOPPE TAXE HABITATION	FRACTION TVA	
Taxe Habitation	4 789	
Effet revalorisation 2023 (5%)	239	
<b>FRACTION de TVA - taxe habitation</b>	<b>5 029</b>	

2- ENVELOPPE CVAE PART 1	Ecart avec la moyenne 2020-2022	
CVAE-moyenne 2020-2022	2834	
CVAE- base 2020-2023 (+5%)	2 848	14
CVAE- base 2020-2023 (-5%)	2 779	-55

3- ENVELOPPE CVAE PART 2	Revalorisation potentielle de la CVAE -PART2	
CVAE-moyenne 2020-2022	142	
CVAE- base 2020-2023 (+5%)	142	
CVAE- base 2020-2023 (-5%)	139	

4- SIMULATION FRACTION DE TVA 2023	VUE GLOBALE FRACTION TVA	
Taxe Habitation	5 029	
CVAE- base 2020-2023 (-5%) PART 1	2 779	
CVAE- base 2020-2023 (-5%) PART 2	0	
<b>TOTAL FRACTION de TVA</b>	<b>7 808</b>	<b>NON NÉGRE</b>

L'actualisation de 5% présentée dans le PLF 2023 représente :

- sur la partie « ex taxe d'habitation » : 239 K€
- sur la partie « CVAE » hypothèse basse : 139 K€

Par sécurité nous ne retenons pas celle de la partie CVAE. Sans actualisation le montant total serait de 7569 K€.

## VII.2.4 L'imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)

**Les IFER 2022 : 398 K€**

**Les IFER 2023 : 415 K€**

INSTALLATIONS	TARIFS 2022	BENEFICIAIRE						
<b>Eolienne s</b> de + de 100 Kw	7,82€/Kw	70% EPCI A FPU						
Installations de production d'électricité d'origine nucléaire, thermique ou hydraulique de + de 50 Mw	3264 €/Mw	60% EPCI A FPU						
Centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque de + de 100 Kw	7,82€/Kw	60% EPCI A FPU						
Transformateurs électriques des réseaux publics de transports et distribution d'électricité	<table border="1"> <tr> <td>moins de 350</td> <td>154732 €</td> </tr> <tr> <td>50 &lt;= 130</td> <td>52510 €</td> </tr> <tr> <td>130 &gt; 350</td> <td>15082 €</td> </tr> </table>	moins de 350	154732 €	50 <= 130	52510 €	130 > 350	15082 €	100% communes et communautés
moins de 350	154732 €							
50 <= 130	52510 €							
130 > 350	15082 €							
Stations radioélectriques	1709 €/ANTENNETELEPHONE	2/3 communes et communautés 1/3 départements						
Matériel roulant utilisé sur le réseau terre de France	<table border="1"> <tr> <td>Boîtier selon le matériel</td> <td></td> </tr> <tr> <td>ex: Automatrice 33 516 €</td> <td></td> </tr> </table>	Boîtier selon le matériel		ex: Automatrice 33 516 €		régions		
Boîtier selon le matériel								
ex: Automatrice 33 516 €								
Répartiteurs principaux de la boucle locale du cuivre	18,32 €/ligne							

DERNIERES MODIFICATIONS

<b>Eolienne s</b> de + de 100 Kw	A l'article 176 de la loi de finances pour 2019 Partage de l'IFER pour les communes siège pour les installations réalisées après le 1/01/2019	60% EPCI A FPU 20% commune siège
<b>Centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque</b> de + de 100 Kw	A l'article 123 de la loi de finances pour 2020 3,264€/Kw pour les installations mises en service après le 1/01/2021 pendant 20 ans  Loi de finances rectificative n°2 pour 2022 Partage de l'IFER pour les communes siège pour les installations réalisées à compter du 1/01/2023	60% EPCI A FPU  50% EPCI A FPU 20% commune siège

Conformément à l'article 1635-0 quinquies du même du code général des impôts, modifié par l'article 37 de la dernière loi de finances rectificative pour 2012, les montants et tarifs de chacune des composantes de l'IFER sont revalorisés chaque année comme le taux prévisionnel, associé au projet de loi de finances de l'année, d'évolution des prix à la consommation des ménages, hors tabac, pour la même année.

Une installation est imposée à l'IFER à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle intervient la date de premier couplage au réseau électrique.

en euros	EOUEN	CEN TR. PHOTO VOL.	CEN TR. HYDRAUL.	TRANSFORMATEURS	STATIONS RADIO	GAZ	TOTAL IFER
2019	166 919	6 916	242,0	58 496	79 042		311 615
2020	168 680	7 136	244,0	59 080	85 432		320 572
2021	169 785	7 148	246,0	59 436	109 379		345 994
2022	172 430	32 691	249,0	60 328	131 915		397 613
Evolution n/n-1 en valeurs	2 645	25 543	3	892	22 536	0	51 619
Evolution n/n-1 en %	1,6%	357,3%	1,2%	1,5%	20,6%		14,9%

La progression 2022/2021 provient principalement de l'IFER des centrales photovoltaïques et des antennes de téléphonie

## VII.2.5 La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)

**La TASCOM 2022 : 689 K€**

TASCOM			
<b>ASSIETTE</b>	Surface de vente des magasins de commerce de + de 400 m <sup>2</sup> ce seuil ne s'applique pas aux établissements contrôlés directement ou indirectement par une même personne sous une même enseigne commerciale lorsque la surface de vente cumulée excède 4000 m <sup>2</sup> Chiffre d'affaires supérieur à 440 000 €		
<b>BENEFICIAIRES</b>	COMMUNES isolées et membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle OPTION pour les communautés à fiscalité additionnelle COMMUNAUTE A TPI		
<b>TARIFS</b>	Chiffre Affaires annuel/m <sup>2</sup>	Établissements ne vendant pas de carburant	Établissements vendant du carburant même site ou au sein d'un ensemble commerciale (hors activité principale de vente ou réparation véhicules automobiles)
	inférieur à 3000 € supérieur à 12000 € entre 3000 € et 12 000 €	5,74€/m <sup>2</sup> 34,12€/m <sup>2</sup> 5,74€+((CA au m <sup>2</sup> -3000)*0,00315)	8,32€/m <sup>2</sup> 35,70€/m <sup>2</sup> 8,32€+((CA au m <sup>2</sup> -3000)*0,00304)
<b>MODULATION</b>	A partir de 2012 l'organe délibérant peut appliquer aux montants de la taxe un coefficient multiplicateur : 0,80/0,90/1,10/1,20 Décision dans les conditions de l'article 1639 A bis du CGI		



**La TASCOM 2023 : 723 K€**

### La TASCOM ET LE COEFFICIENT:

Le groupement a la possibilité de voter un coefficient compris entre 0,95 et 1,05 avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année n-1 pour une application en année n.

Le coefficient ne peut évoluer de plus de 0,05 point / année dans la limite de 1,20 au bout de 4 années consécutives de hausse.

À compter de 2019, le coefficient maximal peut atteindre 1,30 pour les EPCI à fiscalité propre qui ont mis en place des abattements sur la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties en application de l'article 1388 quinquies C du code général des impôts (CGI).

### Simulation de la modulation du tarif de la TASCOM

	TASCOM 2019	TASCOM 2020	TASCOM 2021	TASCOM 2022	TASCOM 2023
Coefficient	1,10	1,15	1,20	1,25	1,30
Montant	660 954	633 532	661 517	688 948	723 395
Evolution n/ n-1 en €	21 429	-27 422	27 985	27 431	34 447
Evolution n/ n-1 en %	3%	-4%	4%	4%	5%

### La TASCOM ET LE COEFFICIENT :

Simulation d'une évolution du coefficient pour atteindre 1,30 en 2023.

VII.2.6 La dotation d'intercommunalité

**DOTATION D'INTERCOMMUNALITE  
2022**

**DOTATION D'INTERCOMMUNALITE  
2023**

	POPULATION 2022	POPULATION 2023
AIZENAY	10 079	10 270
APREMONT	1 867	1 880
BEAUFOU	1 535	1 588
BELLEVIGNY	6 218	6 320
CHAPELLE-PALLUAU	953	1 019
FALLERON	1 652	1 682
LA GENÉTOUZE	2 019	2 016
GRAND LANDES	701	708
LUCS-SUR-BOULOGNE	3 594	3 654
MACHE	1 609	1 620
PALLUAU	1 123	1 123
POIRE-SUR-VIE	8 816	8 886
SAINT-DENIS-LA-CHEVASSE	2 413	2 432
SAINT-ETIENNE-DU-BOIS	2 160	2 168
SAINT-PAUL-MONT-PENIT	837	841
<b>TOTAL population légale</b>	<b>45 576</b>	<b>46 207</b>
<b>RESIDENCES SECONDAIRES</b>	<b>1 215</b>	<b>1 215</b>
<b>POPULATION DGF simulée</b>	<b>46 791</b>	<b>47 422</b>

	CRITERES
<b>DGF 2022</b>	<b>842 429</b>
POP DGF 2022	46 791
DGF/HABITANT	18,00
POP DGF 2023	46 828

	SIMULATION DGF 2023
<b>GARANTIE niveau minimum</b>	<b>800 940</b>
<b>Niveau comparable à 2022</b>	<b>842 429</b>
<b>Niveau maximum 2023</b>	<b>927 405</b>

La prospective retient pour 2023 le niveau minimum

### VII.3. Le programme d'investissement 2023 – 2026

Les opérations d'investissement sont présentées ci-dessous dans un cadre de programmation pluriannuelle de réalisation

PROJETS [en millions d'euros]	RAR 2022	Propositions 2023	Total RAR +PROP 2023	2024	2025	2026	
	(1)	(2)	(3)=(1)+(2)				
Programme Haut débit	0	395	395	198	0	0	
PLLI	32	98	130	30	30	30	
Subventions habitat	0	183	183	183	183	183	
Fonds de concours	620	1 400	2 020	1 400	1 400	1 400	
Abondement fonds de soutien	20	0	20	0	0	0	
Travaux divers Voirie	74	300	374	350	350	350	
Poteaux incendie	18	110	128	30	30	30	
Logiciels et matériels informatiques	51	39	90	50	50	50	
Mutualisation informatique	17	75	92	60	60	60	
Local de stockage 2		520	520	0	0	0	
Divers (travaux, véhicules)	175	297	472	340	340	340	
Réfection patinoire piscine de Maché		150	150	0	0	0	
Piscine Aizenay		394	394	0	0	0	
Bude Charpentiers Fournier		220	220	0	0	0	
Piscine le Poié sur Vie		50	50	50	2 200	5 689	
Parking gare Bellevigny		0	0	0	0	0	
Extension 2 du siège		77	77	0	0	0	
OTA Aizenay		0	0	0	0	0	
Réhabilitation du Château Apremont		90	90	200	200	200	
Jardins de l'Aumonerie		1 230	1 230	0	0	0	
Vie et boulogne ENERGIES		125	125	125	125	125	
Divers		0	0	0	0	0	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 007</b>	<b>5 753</b>	<b>6 760</b>	<b>3 015</b>	<b>4 968</b>	<b>8 457</b>	<b>TOTAL PPI 23 199</b>
<b>SUBVENTIONS</b>							
PROJETS [en millions d'euros]	RAR 2022	Propositions 2023	Total RAR +PROP 2023	2024	2025	2026	
	(1)	(2)	(3)=(1)+(2)				
Subventions piscine Aizenay	459	0	459	0	0	0	
Subventions piscine LEPOIRE	0	0	0	0	1 400	2 000	
Subventions extension CCVB	284	0	284	0	0	0	
Subventions diverses	0	15	15	0	0	0	
			0	0	0	0	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>743</b>	<b>15</b>	<b>758</b>	<b>0</b>	<b>1 400</b>	<b>2 000</b>	

## Plan Pluriannuel d'Investissement détaillé

### DEPENSES PREVISIONNELLES BUDGET GENERAL

N°Opération	PROJETS	CA 2021	Total Budget 2022	CA 2022	Reports 2022	Nouveaux crédits 2023	BP 2023	BP 2024	BP 2025	BP 2026	Total période 2023 - 2026
	Très haut débit	395 073 €	395 100 €	395 073 €		395 100 €	395 100 €	197 600 €			592 700 €
	PLUIH et PLU	56 320 €	172 000 €	43 414 €	31 794 €	98 206 €	130 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	220 000 €
	Etude site Charpentes Fourrier					220 000 €	220 000 €				220 000 €
	Subventions Habitat bailleurs sociaux et communes		180 000 €			182 500 €	182 500 €	182 500 €	182 500 €	182 500 €	730 000 €
	Subventions d'équipement aux communes	1 282 437 €	2 549 158 €	1 878 086 €	620 055 €	1 400 000 €	2 020 055 €	1 400 000 €	1 400 000 €	1 400 000 €	6 220 055 €
	Abondement aux fonds de soutien liés au Covid 19 (Région et Département)	92 409 €	147 636 €	39 235 €	20 000 €		20 000 €				20 000 €
	Travaux divers voirie	1 040 225 €	1 129 355 €	283 482 €	74 304 €	300 000 €	374 304 €	350 000 €	350 000 €	350 000 €	1 424 304 €
	Poteaux incendie et bâches incendie	13 227 €	98 888 €	19 869 €	18 048 €	110 000 €	128 048 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	218 048 €
	Logiciels et matériels informatiques divers	59 970 €	157 271 €	148 220 €	51 076 €	39 000 €	90 076 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	240 076 €
	Mutualisation informatique (pour le compte des communes - investissement)	78 068 €	66 442 €	48 313 €	17 129 €	74 900 €	92 029 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	272 029 €
	Travaux locaux secours catholique Le Poiré		32 657 €								
	Local de stockage 2		280 000 €			520 000 €	520 000 €				520 000 €
	Réfection patageoire piscine de Maché					150 000 €	150 000 €				150 000 €
	Investissements divers (travaux, véhicules...)	341 804 €	554 891 €	316 972 €	174 966 €	296 800 €	471 766 €	340 000 €	340 000 €	340 000 €	1 491 766 €
11	Travaux de mise aux normes piscines	176 488 €	104 €	507 €							
12	Travaux de rénovation piscine d'Aizenay *	1 955 165 €	3 124 000 €	2 959 490 €		393 833 €	393 833 €				393 833 €
13	Construction piscine Le Poiré *	10 800 €	100 000 €			50 000 €	50 000 €	50 000 €	2 200 000 €	5 689 200 €	7 989 200 €
14	Parking gare Bellevigny	1 746 €									
15	Extension 2 siège CCVB*	730 829 €	1 379 000 €	1 307 981 €		77 317 €	77 317 €				77 317 €
16	Réhabilitation et extension OT Aizenay	515 964 €	15 791 €	13 573 €							
18	Réhabilitation du château d'Aprémont - phase 1	7 625 €	85 000 €			90 000 €	90 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	690 000 €
19	Rénovation bâtiment Cicadelle Aizenay	14 531 €	60 €	60 €							
20	Nouveau bâtiment Jardins de l'Aumônerie		990 000 €	5 977 €		1 230 000 €	1 230 000 €				1 230 000 €
21	Apport en numéraire Vie et Boulogne Energie *					125 000 €	125 000 €	125 000 €	125 000 €	125 000 €	500 000 €
	<b>PPI total</b>	<b>6 779 097 €</b>	<b>11 457 353 €</b>	<b>7 460 252 €</b>	<b>1 007 372 €</b>	<b>5 752 656 €</b>	<b>6 760 028 €</b>	<b>3 015 100 €</b>	<b>4 967 500 €</b>	<b>8 456 700 €</b>	<b>23 199 328 €</b>

\* Ces opérations font l'objet d'autorisations de programme et crédits de paiement afin d'étaier les dépenses sur plusieurs exercices

### RECETTES ATTENDUES BUDGET GENERAL

	PROJETS	CA 2021	BP 2022	CA 2022	Reports 2022	Nouveaux crédits 2023	BP 2023	BP 2024	BP 2025	BP 2026	Total période 2023 - 2026
12	Subvention Région rénovation piscine Aizenay	19 957 €	308 843 €	243 083 €	65 760 €		65 760 €				65 760 €
	Fonds de relance Région rénovation piscine Aizenay	158 700 €	370 300 €	264 500 €	105 800 €		105 800 €				105 800 €
	Subvention Département rénovation piscine Aizenay	197 400 €	460 600 €	263 200 €	197 400 €		197 400 €				197 400 €
	Subvention DSIL rénovation piscine Aizenay	135 000 €	315 000 €	225 000 €	90 000 €		90 000 €				90 000 €
13	Subvention DETR construction piscine Le Poiré								1 400 000 €	2 000 000 €	3 400 000 €
	Subvention Région extension 2 CCVB	20 789 €	348 711 €	274 811 €	73 900 €		73 900 €				73 900 €
15	Subvention Département extension 2 CCVB	150 096 €	350 224 €	200 128 €	150 096 €		150 096 €				150 096 €
	Subvention DETR extension 2 CCVB	150 000 €	150 000 €	90 000 €	60 000 €		60 000 €				60 000 €
16	Réhabilitation et extension OT Aizenay	93 919 €	219 144 €	219 144 €							
18	Réhabilitation du château d'Aprémont - phase 1					15 000 €	15 000 €				
	Participation du Département au fonds de soutien de la relance économique	89 822 €	29 940 €								
	Remboursement Région sur avance fonds de soutien de la relance économique		60 000 €	59 792 €		10 000 €	10 000 €				10 000 €
	Mutualisation informatique (remboursement des communes)	78 068 €	66 442 €	48 313 €	17 129 €	74 900 €	92 029 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	272 029 €
	Recettes diverses	177 691 €	145 405 €	184 026 €	7 690 €	117 943 €	125 633 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	425 633 €
	FCTVA	740 572 €	1 027 029 €	939 291 €		800 000 €	800 000 €	182 000 €	535 000 €	1 107 000 €	2 624 000 €
	<b>Recettes totales attendues</b>	<b>2 012 013 €</b>	<b>3 851 638 €</b>	<b>3 011 288 €</b>	<b>767 775 €</b>	<b>1 017 843 €</b>	<b>1 785 618 €</b>	<b>342 000 €</b>	<b>2 095 000 €</b>	<b>3 267 000 €</b>	<b>7 474 618 €</b>
	<b>SOLDE A FINANCER</b>	<b>-4 767 084 €</b>	<b>-7 605 715 €</b>	<b>-4 448 965 €</b>	<b>-239 597 €</b>	<b>-4 734 813 €</b>	<b>-4 974 410 €</b>	<b>-2 673 100 €</b>	<b>-2 872 500 €</b>	<b>-5 189 700 €</b>	<b>-15 709 710 €</b>

**SCENARIO  
n° 1 – Pression  
fiscale stable**

**Les indicateurs d'analyse financière**

La caf nette est corrigée de l'effet cessions d'immobilisations et provisions

en milliers d'euros	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>7 460</b>	<b>6 760</b>	<b>3 015</b>	<b>4 968</b>	<b>8 457</b>
Capacité d'équipement hors programme					
Programmes divers	7 410	6760	3 015	4 968	8457
Autres	2				
Comptes de tiers-mutualisation	48				
Restes à réaliser					
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>3 231</b>	<b>1 786</b>	<b>342</b>	<b>2 095</b>	<b>3 267</b>
Restes à réaliser					
Subventions diverses	1816	758	0	1400	2000
Reversement taxe d'aménagement	148	100	100	100	100
FCTVA -80%	939	800	182	535	1107
Comptes de tiers-mutualisation	48	92	60	60	60
Autres recettes	280	36			
<b>Reste à financer</b>	<b>4 229</b>	<b>4 974</b>	<b>2 673</b>	<b>2 873</b>	<b>5 189</b>
Capacité d'autofinancement	3228	1794	1924	2220	2309
Besoin d'équilibre	1001	3181	749	652	2880
<b>Emprunt réalisé</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>749</b>	<b>652</b>	<b>2 880</b>
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>4437</b>	<b>1256</b>	<b>1256</b>	<b>1256</b>	<b>1256</b>

Emprunts réalisés : 4,3 M€

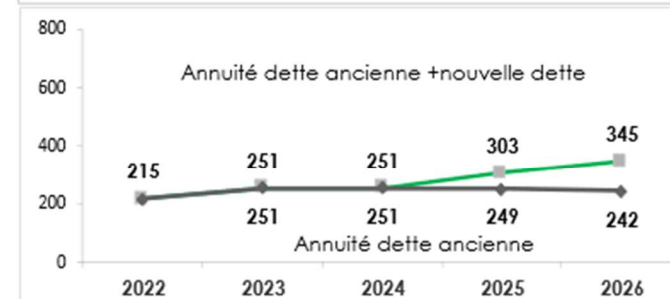
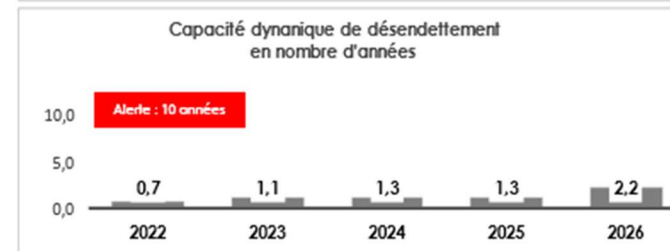
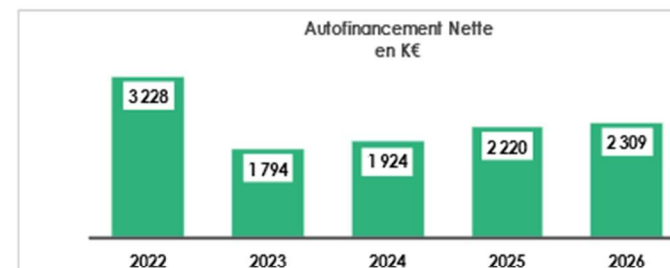
(\*) La caf nette n'est pas corrigée de l'effet cessions d'immobilisations et provisions

**Les indicateurs financiers sur la période :**

La capacité d'autofinancement nette diminue très sensiblement en 2023 sous l'effet d'une dynamique des charges largement supérieure à celle des recettes puis elle évolue favorablement sur la période et représente en 2026 un niveau moyen avec 2,3 M€.

La capacité dynamique de désendettement représente 2,2 années en 2026 soit un niveau faible.

Les aléas majeurs reposent sur les charges, avec l'évolution du coût de l'énergie et de l'inflation à partir de 2024 et pour les ressources sur l'environnement national des finances publiques qui reste très incertain comme l'illustre le calcul de la fraction de TVA en 2023.



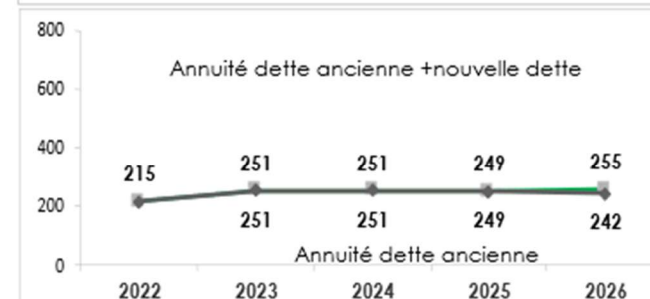
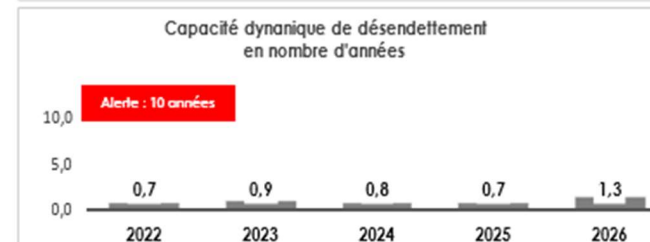
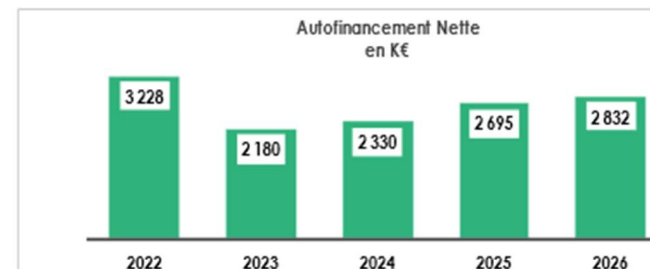
en milliers d'euros

	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>7 460</b>	<b>6 760</b>	<b>3 015</b>	<b>4 968</b>	<b>8 457</b>
Capacité d'équipement hors programme					
Programmes divers	7 410	6 760	3 015	4 968	8 457
Autres	2				
Comptes de tiers-mutualisation	48				
Restes à réaliser					
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>3 231</b>	<b>1 786</b>	<b>342</b>	<b>2 095</b>	<b>3 267</b>
Restes à réaliser					
Subventions diverses	1 816	758	0	1 400	2 000
Reversement taxe d'aménagement	148	100	100	100	100
FC TVA -80%	939	800	182	535	1 107
Comptes de tiers-mutualisation	48	92	60	60	60
Autres recettes	280	36			
<b>Reste à financer</b>	<b>4 229</b>	<b>4 974</b>	<b>2 673</b>	<b>2 873</b>	<b>5 189</b>
Capacité d'autofinancement	3 228	2 180	2 330	2 695	2 832
Besoin d'équilibre	1 001	2 794	343	178	2 358
<b>Emprunt réalisé</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>178</b>	<b>2 358</b>
<b>FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>4 437</b>	<b>1 643</b>	<b>1 300</b>	<b>1 300</b>	<b>1 300</b>

## SCENARIO n° 2 – Consolidation des ressources

### Les indicateurs d'analyse financière

La caf nette est corrigée de l'effet  
cessions d'immobilisations et provisions



Emprunts  
réalisés :  
2,5 M€

(\*) La caf nette n'est pas corrigée de l'effet cessions d'immobilisations et provisions

**Augmentation d'un point du taux de foncier bâti en 2023 ( produit supplémentaire de : 386 K€)**

#### Les indicateurs financiers sur la période :

La capacité d'autofinancement nette diminue très sensiblement en 2023 sous l'effet d'une dynamique des charges largement supérieure à celle des recettes puis elle progresse sur la période et représente en 2026 un niveau favorable et supérieur de 523 K€ au scénario n° 1.

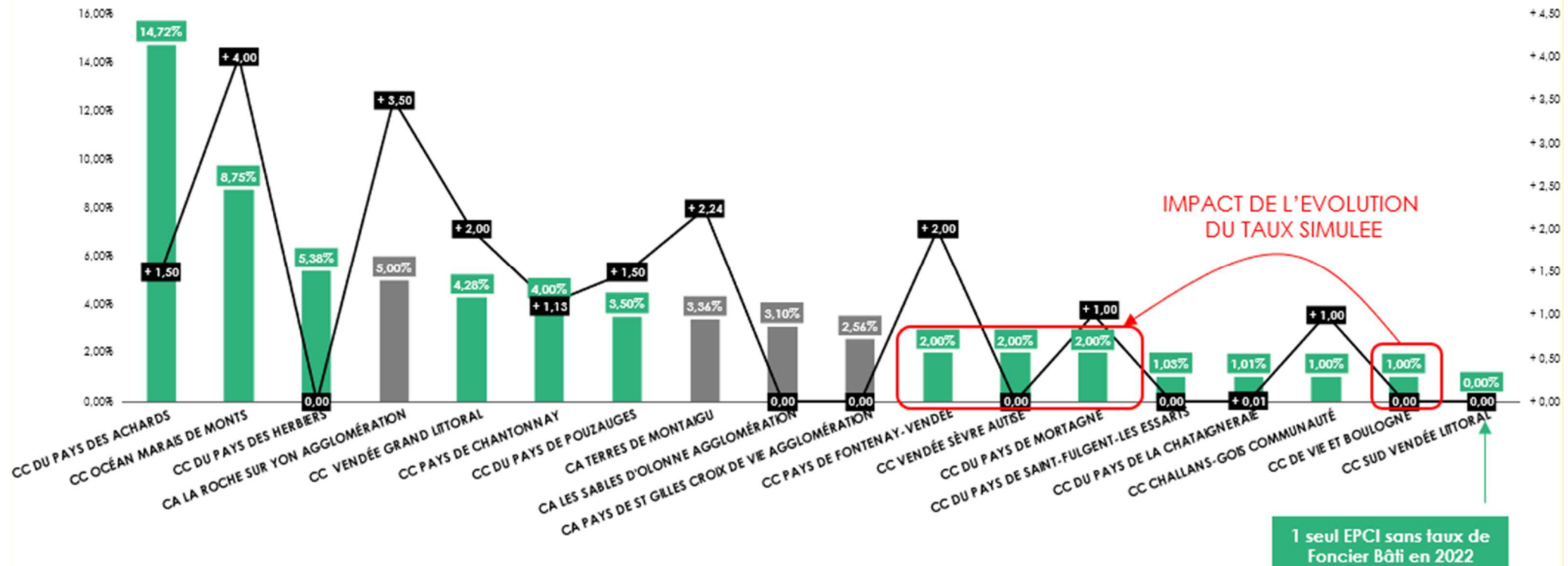
La capacité dynamique de désendettement représente 1,3 année en 2026 soit un niveau faible.

Les aléas majeurs reposent sur les charges, avec l'évolution du coût de l'énergie et de l'inflation à partir de 2024 et pour les ressources sur l'environnement national des finances publiques qui reste très incertain comme l'illustre le calcul de la fraction de TVA en 2023.

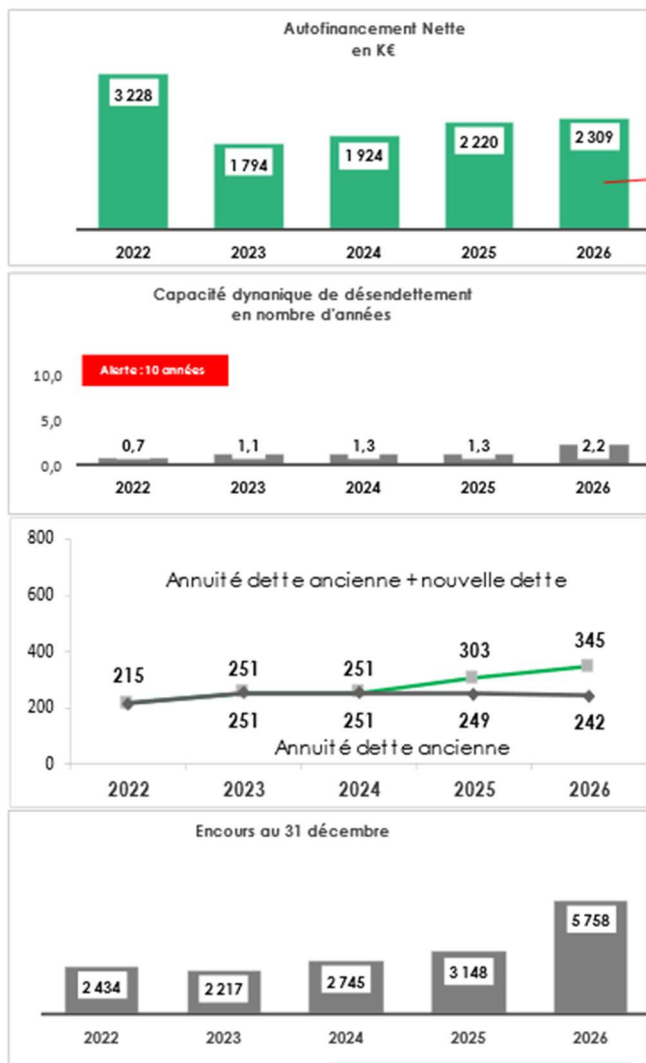
# LES TAUX DE FONCIER BÂTI DES EPCI À FPU DE VENDÉE EN 2022

Variation en points de fiscalité 2022/2021

- Communauté de communes
- Communauté d'agglomération

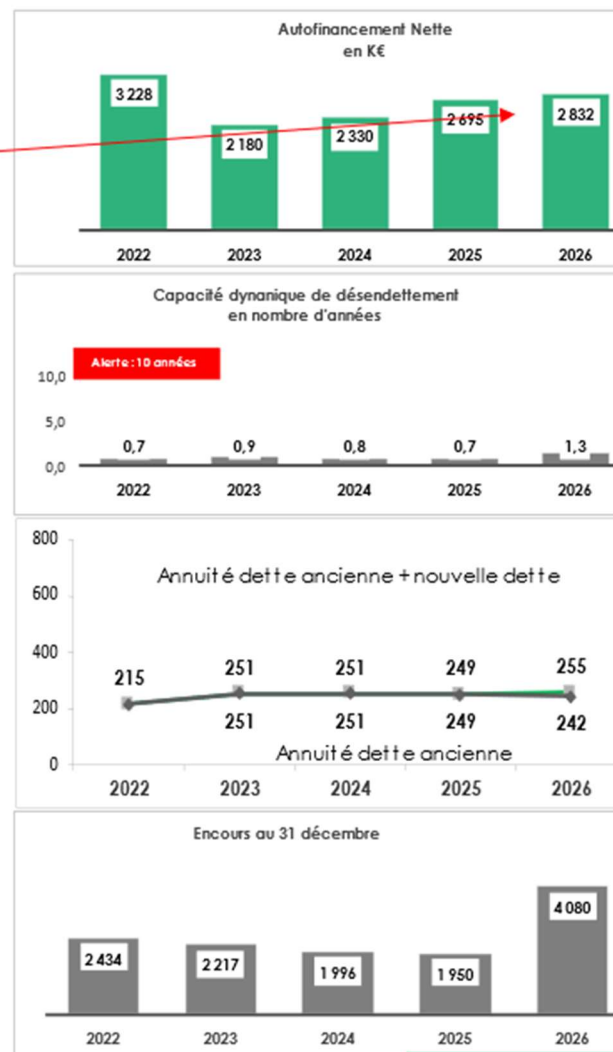


### SCENARIO n° 1



Emprunts réalisés : 4,3 M€

### SCENARIO n° 2 Augmentation du taux de foncier bâti d'un point



Emprunts réalisés : 2,5 M€

## VII.4. Vue synthétique des équilibres financiers du Budget Général

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023	BP 2024	BP 2025	BP 2026
<b>A Recettes courantes de fonctionnement</b>	16 912 567	16 571 195	17 909 105	18 263 659	18 608 600	19 271 600	19 723 600
Variation en volumes (chaque année)	820 790	-341 372	1 337 910	849 997	344 941	663 000	452 000
Variation en %	5,1%	-2,0%	8,1%	4,9%	1,9%	3,6%	2,3%
<b>Impôts et taxes</b>	<b>12 786 960,00</b>	<b>11 719 971</b>	<b>12 634 895</b>	<b>12 920 300</b>	<b>13 374 000</b>	<b>13 815 000</b>	<b>14 200 000</b>
dont Fiscalité directe	8 524 158	3 251 730	3 425 023	3 623 000	3 773 000	3 902 000	4 019 000
CVAE	2 893 646	2 852 955	2 751 833				
Autres fiscalités (Ifer, Tascom...)	1 342 886	1 138 095	1 368 760	1 139 300	1 158 000	1 178 000	1 198 000
FPIC	26 270	106 659					
Fraction de TVA		4 370 532	4 789 245	7 808 000	8 043 000	8 285 000	8 533 000
Taxe GEMAPI			300 034	350 000	400 000	450 000	450 000
<b>Dotations et participations</b>	<b>2 571 080</b>	<b>3 551 029</b>	<b>3 772 354</b>	<b>3 915 640</b>	<b>3 780 300</b>	<b>3 834 300</b>	<b>3 882 300</b>
DGF interco	911 476	878 827	842 429	801 000	809 000	817 000	825 000
DGF compensation	922 802	904 628	884 784	879 000	861 000	844 000	827 000
Compensations fiscales	359 256	1 497 013	1 588 931	1 699 300	1 784 300	1 847 300	1 904 300
Autres dotations & participations	377 546	270 561	456 210	536 340	326 000	326 000	326 000
<b>Produit des services, du domaine</b>	<b>1 113 039</b>	<b>1 062 566</b>	<b>1 308 173</b>	<b>1 266 419</b>	<b>1 293 000</b>	<b>1 461 000</b>	<b>1 480 000</b>
Autres produits de gestion courante	361 512	162 995	162 791	144 100	144 100	144 100	144 100
Atténuations de charges	79 976	74 634	30 892	17 200	17 200	17 200	17 200
<b>B Dépenses de gestion</b>	<b>13 083 666</b>	<b>13 508 846</b>	<b>14 303 797</b>	<b>16 219 936</b>	<b>16 433 567</b>	<b>16 748 787</b>	<b>17 070 638</b>
Variation en volumes (chaque année)	630 222	425 180	794 951	965 636	213 631	315 219	321 851
variation en %	5,1%	3,2%	5,9%	6,3%	1,3%	1,9%	1,9%
<b>Charges de personnel</b>	<b>3 714 929</b>	<b>4 096 438</b>	<b>4 509 057</b>	<b>5 053 900</b>	<b>5 180 248</b>	<b>5 309 754</b>	<b>5 442 498</b>
<b>Charges à caractère général</b>	<b>1 876 609</b>	<b>1 979 062</b>	<b>2 225 530</b>	<b>3 188 657</b>	<b>3 284 317</b>	<b>3 382 846</b>	<b>3 484 332</b>
<b>Atténuations de produits</b>	<b>5 815 217</b>	<b>5 677 854</b>	<b>5 428 724</b>	<b>5 422 000</b>	<b>5 476 078</b>	<b>5 476 078</b>	<b>5 476 078</b>
dont FNIGR	70 866	70 866	70 866	71 000	71 000	71 000	71 000
Attributions de compensations	5 101 078	5 086 209	4 857 094	4 850 000	4 904 078	4 904 078	4 904 078
DSC	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
Divers	143 273	20 779	764	1 000	1 000	1 000	1 000
<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>1 676 911</b>	<b>1 755 492</b>	<b>2 140 487</b>	<b>2 555 379</b>	<b>2 492 925</b>	<b>2 580 109</b>	<b>2 667 731</b>
Droits d'utilisation - Informatique en nuage		218 078	446 806	332 660	339 313	346 099	353 021
Déficit budgets annexes	270 000	265 000	300 000	350 000	357 000	364 000	371 000
Indemnités et cotisations élus	179 002	181 166	184 552	201 500	204 000	206 000	208 000
Créances admises en non-valeur		4 140		5 000	5 000	5 000	5 000
Cotisation SDIS	602 708	610 418	624 167	650 400	669 912	690 009	710 710
Subventions aux ménages				470 919	300 000	300 000	300 000
Subventions aux associations	314 766	213 734	250 131	225 200	250 000	250 000	250 000
Autres participations, contributions syndicats et divers	310 435	262 956	334 831	319 700	367 700	419 000	470 000
<b>C CAF (épargne de gestion) (A-B)</b>	<b>3 828 901</b>	<b>3 062 349</b>	<b>3 605 308</b>	<b>2 043 723</b>	<b>2 175 033</b>	<b>2 522 813</b>	<b>2 652 962</b>
<b>Intérêts de la dette</b>	<b>26 117</b>	<b>25 182</b>	<b>36 676</b>	<b>34 000</b>	<b>30 000</b>	<b>54 000</b>	<b>75 000</b>
dont intérêts antérieurs	26 117	25 182	36 676	34 000	30 000	30 000	30 000
dont intérêts nouveaux						24 000	45 000
<b>Produits financiers</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>13</b>				
<b>Solde opérations exceptionnelles (hors cessions)</b>	<b>-42 530</b>	<b>-129 847</b>	<b>-161 660</b>	<b>-5 000</b>	<b>-5 000</b>	<b>-5 000</b>	<b>-5 000</b>
Produits exceptionnels (hors cessions)	21 764	8 092					
Charges exceptionnelles (hors cessions)	64 293	137 939	161 660	5 000	5 000	5 000	5 000
<b>D Epargne brute ou CAF brute (CAF+solde opérations exceptionnelles-ir)</b>	<b>3 760 267</b>	<b>2 907 333</b>	<b>3 406 985</b>	<b>2 009 723</b>	<b>2 145 033</b>	<b>2 468 813</b>	<b>2 577 962</b>
<b>Remboursement du capital</b>	<b>73 492</b>	<b>76 649</b>	<b>179 145</b>	<b>217 000</b>	<b>221 000</b>	<b>249 000</b>	<b>270 000</b>
dont capital antérieur	73 492	76 649	179 145	217 000	221 000	223 731	221 685
dont capital nouveau						25 269	48 315
<b>E Epargne disponible ou CAF nette (CAF brute-remboursement capital d)</b>	<b>3 686 775</b>	<b>2 830 684</b>	<b>3 227 840</b>	<b>1 792 723</b>	<b>1 924 033</b>	<b>2 219 813</b>	<b>2 307 962</b>
	21,80%	17,08%	18,02%	9,82%	10,34%	11,52%	11,70%
Amortissement	1 600 273	1 218 997	1 302 270	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Reprises	255 161	34 867	35 363	41 000	36 000	36 000	36 000
<b>Solde</b>	<b>1 345 111</b>	<b>1 184 130</b>	<b>1 266 908</b>	<b>1 959 000</b>	<b>1 964 000</b>	<b>1 964 000</b>	<b>1 964 000</b>
<b>F Résultat comptable de l'exercice (section de fonctionnement)</b>	<b>2 415 155</b>	<b>1 723 202</b>	<b>2 140 078</b>	<b>50 723</b>	<b>181 033</b>	<b>504 813</b>	<b>613 962</b>

Suppression en 2023 et compensée par fraction de TVA

Suppression de la CVAE compensée par fraction de TVA + hausse liée à l'inflation

dont report 200 690 €

10 postes créés en 2022 et consolidés en 2023 sur une année complète; 1 agent réintégré en sumombre; 7 nouveaux postes créés courant 2023 (agent comptable, chargés de mission PCAET et économie, agent d'entretien, bibliothécaires); saisonniers OT et piscines; modifications postes (avancements, promotions...); revalorisations

dont reports 2022 de 195 382 € Dépenses en forte hausse notamment pour l'énergie (x2), l'entretien des espaces verts (plus de surfaces à entretenir et forte hausse du coût suite au nouveau marché), l'entretien de la voirie (des gros travaux budgétisés en 2022 seront réalisés en 2023 - ZA Les Pénrières et la Noue Grenet) + entretien voirie ZA la Loge

dont report 2022 de 11 880 €; il s'agit principalement de la mutualisation informatique dont une partie sera déduite de l'attribution de compensation versée aux communes

Hausse de 4,2%

Aides Habitat (240 000), mobilité (75 000), report 2022 aides Habitat de 155 919 €. En 2022, ces charges apparaissaient en charges exceptionnelles

En 2023, ces charges sont transposées au chapitre 65 - autres charges de gestion courante

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023	BP 2024	BP 2025	BP 2026
<b>G Dépenses d'investissement</b>	<b>3 588 484</b>	<b>6 779 097</b>	<b>7 460 252</b>	<b>6 760 028</b>	<b>3 015 100</b>	<b>4 967 500</b>	<b>8 456 700</b>
Subventions équipement aux communes	1 427 400	1 282 437	1 878 086	2 020 055	1 400 000	1 400 000	1 400 000
Très haut débit	197 537	395 073	395 073	395 100	197 600		
Immobilisations incorporelles (hors opérations)	27 172	14 001	12 267	71 152	20 000	20 000	20 000
PLUIH et PLU	64 788	56 320	43 414	130 000	30 000	30 000	30 000
Etude site Charpentes Fournier				220 000			
Subventions Habitat bailleurs sociaux et communes				182 500	182 500	182 500	182 500
Abondement aux fonds de soutien liés au Covid 19 (Région et Département)	90 000	92 409	39 235	20 000			
Immobilisations corporelles (hors opérations)	126 824	359 315	470 794	587 649	340 000	340 000	340 000
Mutualisation informatique (pour le compte des communes - investissements)	44 115	78 068	48 313	92 029	60 000	60 000	60 000
Travaux locaux secours catholique Le Poiré	44 523						
Local de stockage 2				520 000			
Réfection pataugeoire piscine de Maché				150 000			
Travaux divers voirie	279 930	1 040 225	283 482	374 304	350 000	350 000	350 000
Autres investissements (hors opérations)		40 517	2 000	21 089	50 000	50 000	50 000
Reversement FCTVA suite cessions		1 169		10 000	10 000	10 000	10 000
<b>Opérations</b>	<b>714 304</b>	<b>3 413 148</b>	<b>4 287 588</b>	<b>1 966 150</b>	<b>375 000</b>	<b>2 525 000</b>	<b>6 014 200</b>
11 - Mise aux normes des piscines	243 684	176 488	507				
12 - Rénovation piscine d'Aizenay	192 009	1 955 165	2 959 490	393 833			
13 - Construction piscine Le Poiré		10 800		50 000	50 000	2 200 000	5 689 200
15 - Extension 2 siège CCVB	83 873	730 829	1 307 981	77 317			
16 - Réhabilitation OT Aizenay	42 559	515 964	13 573				
18 - Réhabilitation du château d'Apremont - Phase 1	15 858	7 625		90 000	200 000	200 000	200 000
19 - Rénovation bâtiment Cicadelle Aizenay	129 696	14 531	60				
20 - Nouveau bâtiment Jardins de l'Aumônerie			5 977	1 230 000			
21 - Apport en numéraire Vie et Boulogne Energie				125 000	125 000	125 000	125 000
<b>H Recettes d'investissement</b>	<b>1 125 974</b>	<b>2 012 013</b>	<b>3 231 288</b>	<b>1 785 618</b>	<b>342 000</b>	<b>2 095 000</b>	<b>3 267 000</b>
FCTVA	141 550	740 572	939 291	800 000	182 000	535 000	1 107 000
Dotations et subventions	35 467	1 015 683	1 779 866	757 956		1 400 000	2 000 000
Autres recettes d'investissement	948 957	255 759	292 131	227 662	160 000	160 000	160 000
Remboursement avance de trésorerie Vendée Expansion			220 000				
<b>I Besoin de financement (G-H)</b>	<b>2 462 510</b>	<b>4 767 084</b>	<b>4 228 965</b>	<b>4 974 410</b>	<b>2 673 100</b>	<b>2 872 500</b>	<b>5 189 700</b>
Excédent de fonctionnement capitalisé	1 810 957	1 165 050	507 437				
Emprunts nouveaux		2 100 000			749 000	652 000	2 880 000
Dépenses exceptionnelles liées aux cessions							
Recettes exceptionnelles liées aux cessions	300 000	3 500					
<b>J Résultat comptable de l'exercice (section d'investissement)</b>	<b>1 133 796</b>	<b>-391 052</b>	<b>-2 633 765</b>	<b>-3 232 410</b>	<b>-181 100</b>	<b>-505 500</b>	<b>-615 700</b>
<b>K Résultat cumulé de l'exercice</b>	<b>3 548 952</b>	<b>1 332 150</b>	<b>-493 688</b>	<b>-3 181 687</b>	<b>-67</b>	<b>-687</b>	<b>-1 738</b>
<b>L Variation du fonds de roulement</b>	<b>1 737 994</b>	<b>167 100</b>	<b>-1 001 124</b>	<b>-3 181 687</b>	<b>-67</b>	<b>-687</b>	<b>-1 738</b>
fonds de roulement initial	3 533 106	5 271 100	5 438 199	4 437 074	1 255 386	1 255 319	1 254 632
<b>M Fonds de roulement net global</b>	<b>5 271 100</b>	<b>5 438 199</b>	<b>4 437 074</b>	<b>1 255 386</b>	<b>1 255 319</b>	<b>1 254 632</b>	<b>1 252 894</b>
fonds de roulement de fonctionnement (en jours)	147,0	146,9	113,2	28,3	27,9	27,3	26,8
<b>Encours existant au 1er janvier</b>	<b>663 337</b>	<b>589 845</b>	<b>2 613 196</b>	<b>2 434 051</b>	<b>2 217 051</b>	<b>2 745 051</b>	<b>3 148 051</b>
Encours avec nouveaux emprunts au 31/12	589 845	2 613 196	2 434 051	2 217 051	2 745 051	3 148 051	5 758 051
Population	44 582	45 120	45 576	46 207	46 707	47 207	47 707
Encours par hab.	13	58	53	48	59	67	121
Annuité de la dette	99 609	101 831	215 821	251 000	251 000	303 000	345 000
<b>Solvabilité ou capacité de désendettement (exprimé en année)</b>	<b>0,16</b>	<b>0,90</b>	<b>0,71</b>	<b>1,10</b>	<b>1,28</b>	<b>1,28</b>	<b>2,23</b>
Taux d'endettement	3,42%	15,76%	13,59%	12,14%	14,75%	16,34%	29,19%

Pour les colonnes BP, les résultats indiqués ne tiennent pas compte des inscriptions budgétaires en virement pour équilibre du budget (ces lignes ne se réalisent pas)

= excédent global de clôture  
= nombre de jours où il est possible de payer les charges de gestion courantes sans nouvelles ressources

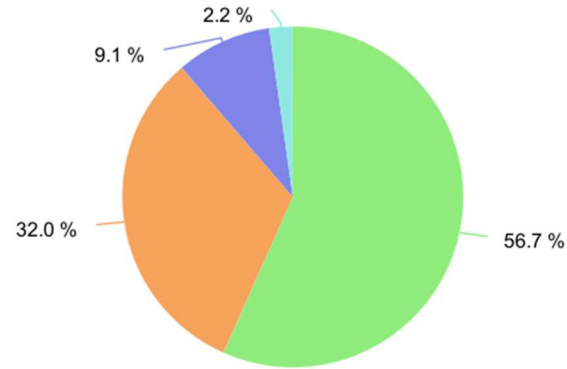
si < à 8, bonne situation financière  
= dette/recettes réelles de fonctionnement; ce ratio mesure la charge de la dette de la CC relativement à sa richesse

## VIII. ETAT DE L'ENDETTEMENT AU 1ER JANVIER 2023 TOUS BUDGETS CONFONDUS

Budget général									
Objet	Montant	Organisme prêteur	Date de réalisation	Durée	Fin	Taux	Périodicité	Capital restant au 31/12/2022	Remarques
Banque alimentaire de Palluau	114 375,00 €	CFFL	01/10/2010	15 ans	01/07/2025	F 2,52	Trimestrielle	24 317,48 €	
Maison France Services	1 000 000,00 €	Caisse des dépôts	02/02/2013	15 ans	02/02/2029	F 4,51	Annuelle	408 934,61 €	
Réhabilitation et extension piscine d'Aizenay	2 100 000,00 €	CFFL	10/06/2021	15,5 ans	01/01/2037	F 0,79	Trimestrielle	2 000 799,20 €	1ère phase sur 6 mois, mobilisation des fonds, sur index €STR + marge 0,67 2ème phase sur 15 ans après consolidation des fonds
ENDETTEMENT GLOBAL AU 01/01/2023								<b>2 434 051,29 €</b>	
					Annuité d'emprunt globale 2023	Loyers annuels potentiels 2023			
					<b>250 955 €</b>	<b>22 706 €</b>			
Budget bâtiments économiques									
Objet	Montant	Organisme prêteur	Date de réalisation	Durée	Fin	Taux	Périodicité	Capital restant au 31/12/2022	Remarques
Construction Atelier St Christophe	410 000,00 €	CRCAM Atlantique Vendée	10/08/2009	15 ans	10/02/2024	F 5,26 %	Semestrielle	56 777,58 €	
Construction Pépinière Les Lucs	250 000,00 €	Caisse Française de Financement Loc	01/05/2016	12 ans	01/02/2028	F 1,80%	Trimestrielle	116 028,13 €	
Construction Pépinière Aizenay	300 000,00 €	Caisse Française de Financement Loc	01/05/2016	12 ans	01/02/2028	F 1,80%	Trimestrielle	139 233,63 €	
Construction Pépinière Le Poiré	300 000,00 €	CRCAM Atlantique Vendée	10/02/2018	12 ans	10/11/2029	F 1,09 %	Trimestrielle	179 743,30 €	
Construction bâtiment T TOP	1 230 000,00 €	Caisse d'épargne	25/07/2018	15 ans	25/04/2033	F 1,20 %	Trimestrielle	883 921,23 €	
ENDETTEMENT GLOBAL AU 01/01/2023								<b>1 375 703,87 €</b>	
					Annuité d'emprunt globale 2023	Loyers annuels potentiels 2023			
					<b>207 352 €</b>	<b>168 646 €</b>			
Budget zones communautaires									
Objet	Montant	Organisme prêteur	Date de réalisation	Durée	Fin	Taux	Périodicité	Capital restant au 31/12/2022	Remarques
Transfert des zones communales	650 000,00 €	CRCAM Atlantique Vendée	16/12/2004	19 ans dont 4 ans de différé	10/01/2024	V actuel 0 %	Annuelle	90 821,80 €	Prêt à taux révisable Euribor 12 mois + 0,10 Il sera de 3,42% au 01/01/2024
Aménagement ZA Bel Air Maché	500 000,00 €	Caisse d'épargne	22/05/2012	10 ans	25/05/2022	F 2,95 %	Trimestrielle	0,00 €	
Pôle santé Le Poiré sur Vie	550 000,00 €	Caisse d'épargne	25/01/2018	11 ans	25/10/2028	F 3,77 %	Trimestrielle	300 000,00 €	
ENDETTEMENT GLOBAL AU 01/01/2023								<b>390 821,80 €</b>	
					Annuité d'emprunt globale 2023				
					<b>106 014 €</b>				

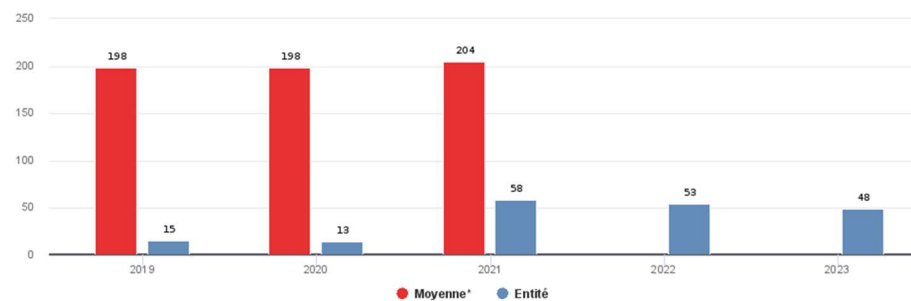
Budget ordures ménagères									
Objet	Montant	Organisme prêteur	Date de réalisation	Durée	Fin	Taux	Périodicité	Capital restant au 31/12/2022	Remarques
Dechèterie St Paul Mont Penit	300 000,00 €	Caisse d'épargne	19/09/2012	15 ans	25/09/2027	F 4,82 %	Trimestrielle	95 000,00 €	
ENDETTEMENT GLOBAL AU 01/01/2023								95 000,00 €	
						Annuité d'emprunt globale 2023			
						24 218 €			
<b>Total encours de la dette au 1er janvier 2023</b>								<b>4 295 576,96 €</b>	
<b>Total échéances 2023</b>								<b>588 539,05 €</b>	
<b>Endettement global par habitant</b>								<b>92,96 €</b>	

### Budgets



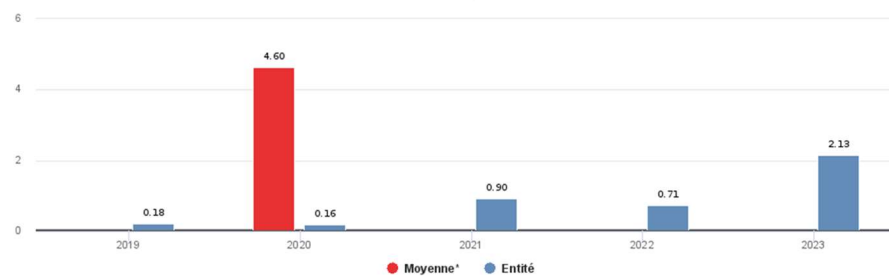
Budget	%	Montant
C. C. VIE ET BOULOGNE BUDGET GENERAL	56,66	2 434 051,29
BUDGET ANNEXE BATIMENTS ECONOMIQUES	32,03	1 375 703,87
BUDGET ANNEXE ZONES COMMUNAUTAIRES	9,10	390 821,80
BUDGET ORDURES MENAGERES	2,21	95 000,00
<b>TOTAL</b>		<b>4 295 576,96</b>

### Encours de dette en euros / habitant

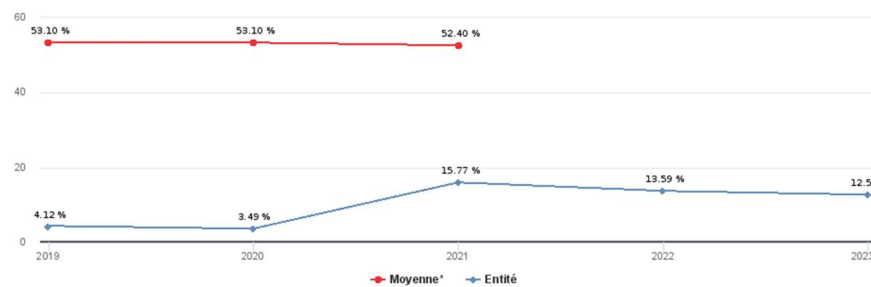


### Ratio de désendettement

Dettes en fin d'année / épargne brute (en années)



### Encours de dette / Recette de fonctionnement (%)



## **IX. POINT SUR LES BUDGETS ANNEXES**

### **IX.1. Budget Zones Communautaires**

Le Budget Zones Communautaires présente un résultat cumulé 2022 de – 2 630 417,55 €.

Pour 2023, il faut prévoir d'importantes acquisitions foncières sur Aizenay et Falleron, la desserte EVA Sud, ainsi que la poursuite des travaux en cours (les zones Espace Vie Atlantique Nord à Aizenay, la Croix des Chaumes 2 au Poiré sur Vie, Chantemerle à Bellevigny, les Amblardières à St Denis la Chevasse et Les Bruyères à La Genétouze).

### **IX.2. Budget Bâtiments Economiques**

Ce budget présente un excédent global de 431 953,14 € fin 2022. Cet excédent est principalement dû à la vente de l'Espace St Jacques à Palluau.

Pour 2023, le principal projet inscrit est l'aménagement de la gare de Bellevigny pour la création de bureaux partagés tiers lieux (étude maîtrise d'œuvre et travaux). Ce projet était déjà prévu en 2022 mais il n'a pas été réalisé.

### **IX.3. Budget Office de Tourisme**

Le budget 2022 présente un excédent global de 36 102,68 €.

Ce budget a été financé à hauteur de 300 000 € (contre 265 000 € en 2021) par le Budget Général.

Les dépenses relatives aux bâtiments (château d'Apremont et OT d'Aizenay) sont inscrites sur le Budget Général.

Le Budget Office de Tourisme comprend uniquement les dépenses et recettes liées aux missions intrinsèques d'un office de tourisme, à savoir : l'accueil et l'information, la promotion du territoire, l'animation et l'exploitation touristique des équipements (frais de personnel notamment).

### **IX.4. Budget Ordures Ménagères**

L'exercice 2022 se solde par un excédent global de 1 531 096,21 €. A noter cependant un déficit de – 388 021,12 € sur l'exercice toutes sections confondues (avant reprise des résultats reportés de 2021).

Les tarifs de la redevance incitative ont été votés par délibération du 21 novembre 2022, avec une augmentation moyenne de 7%, pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis sa mise en place en 2020.

Le principal investissement inscrit sur le budget 2023 est la construction de la nouvelle déchèterie à Aizenay.

### **IX.5. Budget SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif)**

L'exercice 2022 se solde par un excédent de 24 054,91 €.

Les tarifs 2023 n'ont pas augmenté par rapport à 2022.

La convention signée avec Vendée Eau pour subventionner la réhabilitation d'installations ANC se trouvant sur le périmètre de protection de la retenue d'Apremont se poursuit en 2023.